



Pays de Trois Collines

LES RISQUES SÉCURITAIRES DANS UNE ZONE DE
REFUGE TRANSFRONTALIÈRE DU NORD ARU,
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO



Cordaid



Colophon

Ce rapport est produit dans le cadre du Consortium pour la Stabilisation et la Paix Intégrées à l'Est de la RDC (CISPE). Ce projet est financé par le Royaume des Pays Bas. La recherche a été effectuée avec l'appui technique de PAX, Pays Bas.



Adresse:

PO Box 19318, 3501 DH Utrecht, The Netherlands
 info@paxforpeace.nl
 www.paxforpeace.com

Auteur: Jogien Bakker
co-auteur: Gérard Kambale Kikwaya
Photos: Jogien Bakker, Elske van Gorkum, Ilse Hartog, Radio Bakhita (intérieur), <http://flyingnurse.blogspot.com> (couverture et intérieur)
Cartes: International Peace Information Service (IPIS), Belgique

Aout 2018, Utrecht, les Pays-Bas

Liste d'abréviations

AIRD	African Initiatives for Relief and Development (ONG-I)	STAREC	Programme gouvernemental de Stabilisation et de Reconstruction des Zones sortant des Conflits Armés
ANR	Agence Nationale de Renseignement	UNOCHA	United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
APLC	Armée Populaire de Libération du Congo	UNHCR	United Nations High Commission for Refugees
AT	Administrateur de Territoire	Unicef	United Nations Fond des Enfants
CDJP	Commission Diocésaine Justice et Paix	VNG-I	International Cooperation Agency of the Association of Netherlands Municipalities
CdS	Conseil de Sécurité		
CIAT	Commissariat (de la Police)		
Cordaid	Catholic Organization for Relief and Development Aid		
CISPE	Consortium pour la Stabilisation et la Paix Intégrées à l'Est de la RDC		
DGDA	Direction Générale des Douanes et Accises		
DGM	Direction Générale de Migration		
CNR	Commission Nationale des Réfugiés		
ETD	Entité Territoriale Décentralisée		
FAPC	Forces Armées du Peuple Congolais		
FARDC	Forces Armées de la RD Congo		
FEC	Fédération des Entreprises du Congo		
Handicap I.	Handicap Internationale (ONG-I)		
Intersos	(ONG-I)		
ISSSS / I4S	Stratégie Internationale de Soutien à la Sécurité et la Stabilisation de l'Est de la RDC		
LRA	Lord Resistance Army (L'armée de résistance du Seigneur)		
Maltheser	(ONG-I)		
M23	Mouvement du 23 Mars		
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en RD Congo		
MSF	Médecins Sans Frontières (ONG-I)		
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations		
ONG	Organisation Non-Gouvernementale		
ONG-I	Organisation Non-Gouvernementale Internationale		
ONU	Organisation des Nations Unies		
OPJ	Officier de Police Judiciaire		
PAM	Programme Alimentaire Mondiale		
PNC	Police Nationale Congolaise		
RDC	République Démocratique du Congo		
RHA	Réseau Haki na Amani		
SCIAT	Sous-Commissariat (de la Police)		
Solidarité I.	Solidarité Internationale (ONG-I)		
SPLA	South Sudanese People's Liberation Army		
SPLA-IO	South Sudanese People's Liberation Army-In Opposition		



◁ Vendeuse du tabac, la culture commerciale d'Aru, dans un marché local.

Contenu

Préface	6
Introduction	7
Justification	7
Objectifs	8
1 Méthodologie et structure du rapport	9
Méthodologie de recherche	9
Structure du rapport	10
2 Les Kakwa et l'histoire de fuite	11
La zone de kakwa	11
Histoire de migration et de fuite des kakwa	13
3 La fuite et l'accueil	16
L'arrivée des réfugiés et la politique humanitaire : la politique humanitaire de hcr et cnr	16
Le choix de l'endroit de refuge	17
L'accueil	17
4 Les structures d'appui	19
Les relations d'appui dans la zone transfrontalière de kakwa	20
Les relations d'appui dans le site de biringi	22
Conclusion	23
5 Impact socio-économique	24
L'impact social	24
Impact sur les moyens de survie à la chefferie de kakwa	24
Impact sur les moyens de survie à biringi	26
Conclusion	26
6 Impact sécuritaire	29
Incidents sécuritaires et crimes	29
Présence des forces sécuritaires	30
Perceptions de la situation sécuritaire	31
Conclusion	32
7 Conclusions	33
Résumé	33
Risques sécuritaires	34
Liste de littérature consultée	36
Annexe 1 La liste des incidents sécuritaires en Chefferie Kakwa depuis mi-2016	38
Annexe 2 Estimations des risques sécuritaires	40
Annexe 3 Liste des opportunités sécuritaires	45
Annexe 4 Les barrières de route en Chefferie Kakwa et les environs	46

Préface

Le Consortium pour la Stabilité Intégrée et la Paix à l'Est de la République Démocratique du Congo (CISPE), créé en 2015 est un regroupement des organisations Cordaid, VNG International, OIM, et PAX. Ce Consortium a développé une approche commune à travers un programme dont l'objectif est de contribuer à l'amélioration de la sécurité humaine globale et à la stabilisation des provinces Ituri et Nord Kivu en RDC. La mise en œuvre dudit programme dénommé « Pamoja Inawezekana » ou « ensemble c'est possible », a commencé en Novembre 2015 et est prévu pour se terminer en avril 2019. Le programme est aligné avec I4S¹ et STAREC² et est financé par EKN³ à Kigali.

PAX est responsable de la dimension sécuritaire de « Pamoja Inawezekana » en Ituri, et intervient sur la base d'études participatives dans quatre des cinq territoires que compte cette province à savoir Aru, Mahagi, Djugu et Irumu.

Au début du programme « Pamoja Inawezekana », le consortium a convenu de mener une série d'études sur la durée du programme, pour s'assurer que les décisions et les dialogues soient ancrés dans les réalités du terrain. La motivation sous-jacente de ces études est que les informations qui seront recueillies aideront à orienter les décisions du consortium. Ces études devraient également faciliter le processus de dialogue et aider les structures appuyées dans le projet à prendre des décisions éclairées en matière de sécurité et de relations Etat-communautés. C'est donc dire qu'initier ces études a une importance capitale dans l'exécution, le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du programme. Il est aussi crucial en termes de plaidoyer de CISPE qu'il est ancré dans la réalité locale. Ce plaidoyer, définit au niveau local, devrait être partagé à travers des plateformes de dialogue entre la coordination du programme et les autorités locales d'Ituri. Ces plateformes existent également au niveau du groupement, de l'ETD⁴, du territoire et de la province.

Les informations sont utilisées pour influencer les politiques sécuritaires des Comités de Sécurité qui existent à chaque niveau administratif précité. Ils sont composés par les différentes autorités locales : la police, le service de renseignement, le chef coutumier, et parfois les militaires. Au niveau de la province et du territoire le Gouverneur et l'Administrateur de Territoire sont inclus. La loi a prévu que des représentants de la société civile puissent être présents comme conseillers au moins deux fois par an et sur invitation du Comité de Sécurité.

En 2016 et en 2017, PAX a effectué deux études en Ituri. La première étude a identifié les causes des tensions entre les groupes des jeunes et les services étatiques de sécurité à Aru.⁵ La deuxième étude a analysé la situation foncière⁶ dans les huit chefferies/secteurs que les partenaires de CISPE ont sélectionné pour l'implantation de ses activités.⁷

La présente recherche est la troisième étude de PAX et porte sur les risques sécuritaires au regard de l'accueil des réfugiés Sud-soudanais dans le nord du territoire Aru, notamment dans la zone de Kakwa.

1 I4S = Stratégie Internationale de Soutien à la Sécurité et la Stabilisation de l'Est de la RDC

2 STAREC = Programme gouvernemental de Stabilisation et de Reconstruction des Zones sortant des Conflits Armés

3 EKN = Embassy of the Kingdom of the Netherlands

4 ETDs = Entité Territoriale Décentralisée. Ils sont des entités administratives locales, dites les chefferies et secteurs avec leurs chefs coutumiers.

5 PAX, Etude sur la friction entre les jeunes et les acteurs de sécurité en Territoire d'Aru, Province de l'Ituri, septembre 2016

6 Justice Plus et Pax, Conflits fonciers en Ituri, janvier 2017

7 Aru : Kakwa et Zaki, Irumu : Walese Vonkutu et Andisoma, Djugu : Walendu Pitsi & Walendu Tatsi, Mahagi : War Palara et Walendu Watsi

Introduction

JUSTIFICATION

Dans la zone transfrontalière entre Ituri en RDC et Equatoria de l'Est au Soudan du Sud l'instabilité règne depuis longtemps. Récemment, cette tendance est renforcée par la proximité de la guerre civile au Soudan du Sud et l'arrivée massive des réfugiés sud soudanais depuis mi-2016. Le facteur déclenchant pour cette étude était qu'il y avait des signes des tensions considérables entre les réfugiés et la population locale.

Vers la fin de l'année 2017 et au début de l'année 2018, l'UNOCHA a rapporté régulièrement sur des tensions à Aru, non seulement sur la situation des réfugiés, mais aussi par rapport aux incursions des militaires et rebelles du Sud Soudan. En décembre 2017 une attaque sur les terres congolaises (proche au village frontalière d'Okobu en chefferie de Kakwa) par « un groupe d'éléments de l'Armée régulière du Sud Soudan » a été enregistrée. Les attaquants ont pillé des dizaines de vaches, de chèvres et de poules et selon les informations de UNOCHA ont pu regagner leur pays (district de Morobu en Sud Soudan) « sans inquiétude ».⁸

Par ailleurs, la note d'orientation du : Conciliation Resources, publié en novembre 2017, présente la conclusion que l'afflux actuel de réfugiés du Soudan du Sud vers le nord-est de la RDC, met à mal les rapports entre les deux communautés et exacerbe les tensions sociales.⁹ À moins que des mesures ne soient prises pour empêcher l'intensification des conflits, avec le récent afflux de réfugiés venus du Soudan du Sud on est susceptible de voir les tensions existantes entre les deux communautés dégénérer en violences.¹⁰ L'encadré suivant est particulièrement inquiétant, car des rancunes de passé semblent toujours présentes :

Affronter le passé¹¹

Les événements violents de 1998, y compris le recrutement par la force des jeunes pour la SPLA et le pillage violent d'installations sanitaires et communautaires dans la zone, ont été moins spectaculaires que les violences à grande échelle qui se déchaînaient dans l'est de la RDC au même moment. [...] La fluidité des populations migrantes fait [qu'un grand] nombre de réfugiés sud-soudanais, qui sont actuellement présents en RDC, ne s'y trouvaient pas durant les événements de 1998. Cependant, cela n'est pas reconnu par [un certain] nombre de membres de la communauté congolaise de la zone, qui tiennent les réfugiés actuels responsables des violences et des pillages de 1998. Ce passé turbulent figure maintenant au premier plan de la mémoire collective des citoyens congolais dans le nord-est du pays, et il a été ravivé par l'arrivée des réfugiés sud-soudanais dans les communautés congolaises.

Le programme du CISPE a plusieurs fois mis en exergue ces tensions qui existent dans le nord du territoire Aru au cours de ces dernières années. L'étude de base que PAX a effectuée au début du programme en 2016, a en effet trouvé que « la menace des étrangers venant à Aru est généralement vue comme un problème sérieux ». Ces 'étrangers' sont souvent nommés 'andaka' et comptaient au début de 2016 plus de 11.000 personnes.¹² Les andaka étaient à ce moment vu comme la cause principale de ces inquiétudes à Aru Nord.¹³

L'inquiétude est encore renforcée par la situation foncière traditionnellement très tendue à Kakwa (et aussi à Zaki, voisin à la Chefferie Kakwa). En novembre 2017 pendant une Table Ronde sur la sécurité et les conflits fonciers¹⁴, les autorités locales et les communautés du Nord d'Aru ont encore exprimé des soucis pertinents en rapport avec la présence des nombreux réfugiés, combinés aux conflits de terre dans leur zone. Ensuite, des diagnostics sécuritaires des Comités de

8 Notes d'information d'UNOCHA à Bunia, 11.12.2017

9 Ibidem

10 Conciliation Resources, Tensions sous-jacentes : réfugiés sud-soudanais et voies à suivre pour la prévention des conflits en République démocratique du Congo, novembre 2017

11 Conciliation Resources, Tensions sous-jacentes : réfugiés sud-soudanais et voies à suivre pour la prévention des conflits en République démocratique du Congo, novembre 2017 p.10

12 Notes d'information d'UNOCHA à Bunia ; no. 1 à 10, 2016

13 Jogien Bakker et Gerard Kambale Kikwaya : Acteurs de sécurité ou d'insécurité ? Rapport de l'étude de base effectuée en Ituri (Juin 2016)

14 Table Ronde organisé par Justice Plus, partenaire de PAX



◁ Une dame Kakwa a la côté Sud Soudanais est 'fatigué des hommes armés inconnus'

Sécurité (la coordination des forces sécuritaire dans une zone, composé d'un administrateur ou Chef, la Police -PNC-, l'agence de renseignement -ANR-, et les forces armées de la RD Congo -FARDC-) dans cette région de Nord Aru¹⁵ ont toutes évoqué le risque sécuritaire lié à la présence des réfugiés Sud-Soudanais.

Alerté donc par ces différentes expériences et opinions suscitées, PAX et ses partenaires ont décidé de composer une large vue d'ensemble des craintes et des risques perçus d'une telle situation à potentiel explosif.

OBJECTIFS

Au regard de ce qui précède, l'objectif de cette troisième étude est de mieux comprendre les éventuels risques sécuritaires dans la zone frontalière au Nord d'Aru/ zone de Kakwa et dans le camp de réfugiés à Biringi. Cette recherche devrait permettre à PAX d'avoir un aperçu global des tensions existantes et des perceptions de danger entre les différentes populations réfugiées et autochtones.

De façon spécifique, l'objectif de cette recherche dans la zone de Kakwa est de :

- i. Renseigner les communautés, les autorités locaux et forces publiques dans la région
- ii. Faire le plaidoyer auprès des autorités afin d'améliorer la situation sécuritaire.

En outre, les résultats de cette recherche pourraient faciliter le processus de dialogue et aider les participants dans le projet CISPE au Nord Aru à prendre des décisions éclairées en matière d'amélioration du contexte sécuritaire.

1 Méthodologie et structure du rapport

MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE

La méthodologie est adaptée aux objectifs modestes de cette recherche et aux ressources limitées. L'approche choisie a visé de trouver une diversité riche de faits et des perceptions des différents groupes sociaux des zones de Kakwa et de Biringi. Dans cette dernière se trouve un camp pour les réfugiés du Soudan du Sud. Ce camp se trouve en dehors de la Chefferie Kakwa, au sein du secteur de Ndo-Kebo.

Pour la contextualisation des résultats de recherche de terrain, on a fait une étude de bureau des sites web des nouvelles, des rapports des ONG et d'ONU et quelques articles historiques.

La méthodologie de collecte et de traitement des données est basée essentiellement sur deux formes de données à collecter :

- ▶ Des données concrètes sur des faits concernant la présence de réfugiés en Aru (le nombre, la localisation, la provenance, etc.) et la description des enjeux sécuritaires (les incidents, leur fréquence et leurs échelles, les incursions transfrontalières, et des attaques criminelles liées aux réfugiés).

Pour cette première ligne de travail les données sont essentiellement collectées par un chercheur spécialisé qui a personnellement visité les structures et bureaux des autorités locales, des agences humanitaires, et des forces de sécurité de la RD Congo et la MONUSCO et quelques fois des appels téléphoniques.

Des interviews individuelles ont aussi été menées avec les autorités concernées de la totalité de la région (à Bunia, Aru, Biringi et Ingbokolo) par ce même chercheur qui a par ailleurs émis des demandes pour des informations documentés.

Pour le collecte de données, on a embauché les services d'enquêteurs qui ont visité les bureaux au niveau des groupements et des localités. Ces derniers ont fait des interviews individuelles avec les chefs de localités présents pendant leurs visites de site. Ils ont traité les mêmes sujets que les focus groupes (voir en dessous).

- ▶ Des données qualitatives des perceptions et expériences, qui forment ensemble une impression globale des éventuelles tensions, qui peuvent exister entre les populations des réfugiés, des autochtones, des autorités locales, des forces sécuritaires et les agences humanitaires.

Pour ce faire, trois équipes de deux enquêteurs chacune ont été composées. Ces enquêteurs étaient déjà bien informés des enjeux dans la zone frontalière du fait de leurs travaux réguliers dans des agences humanitaires. Les sites à visiter ont été sélectionnés de façon participative avec ce groupe d'enquêteurs à base de 1-de, critères de taille des populations réfugiées et 2-de la sécurité de voyager et de travailler sur ces sites pour les enquêteurs.

Les enquêteurs ont visité les sites et axes suivants : Ingbokolo/Rumu, Liga/Gbula, Aga/Arile/Karagba, Liku/Azu-Kengezi, Kendryo, et Biringi (voir la carte pour quelques-uns de ces lieux).

Au cours de ces visites, les enquêteurs ont réalisé des focus groupes avec la participation des populations autochtones et des réfugiés. Une répartition a été consentie suivant la manière ci-après :

Pour ce qui est des réfugiés, il s'est agi de diviser ce groupe en deux sous-groupes. Ceux vivant dans une famille d'hôte et ceux qui ont trouvé leurs propres espaces à habiter (nommés : les réfugiés autonomes).

Pour ce qui est des populations autochtones, il s'est agi de diviser ce groupe en deux sous-groupes également. Ceux qui sont famille d'hôtes pour des réfugiés et ceux qui vivent avec des réfugiés dans leur communauté.

Il faut noter qu'à Biringi l'étude n'a eu que deux groupes : les réfugiés du site et la population autochtone avec qu'ils habitent.

15 CISPE, 2017, « Plan d'Action Local de Sécurité, Territoire d'Aru : Résumé exécutif », Ministère Provincial de l'Intérieur, Décentralisation, Ordre Public, Affaires Coutumières, Population et Droits Humains de la Province de l'Ituri. Faite avec l'appui de VNG-I de Pays Bas.

Afin de recueillir les opinions de l'ensemble de la population d'études par catégories, les focus groupes ont été réalisés avec des groupes composés de femmes, d'hommes et de jeunes. A l'exception de Biringi, environ 12 interviews ont été réalisées sur chaque site, soit au total 55 focus groupes (de maximum 66 possible) qui ont touché 250 personnes et 22 interviews individuelles.

La stratégie qui a guidé la collecte des données lors des focus groupes s'est adossée sur deux types de questions :

- Les questions ouvertes pour ce qui est des perceptions, analyses et expériences des populations autochtones et réfugiés sur les sujets suivantes : (i) la fuite (histoire, accueil, difficultés) (ii) l'appui (aides obtenues, relations entre acteurs donnant l'appui au réfugiés -humanitaire et autres-) (iii) impact social ; (iv) impact économique ; (v) impact sécuritaire ; (vi) solutions
- Les questions utilisant des techniques de visualisation en deux cas à savoir : une ligne de temps pour l'histoire de fuite et un diagramme de relations collaboratives entre les parties prenantes de l'appui. Ces visualisations sont respectivement représentées dans les chapitres 2 et 3.

La dernière étape de la stratégie de collecte de données est l'interprétation des résultats en groupe avec les chercheurs après leur temps sur terrain. Leur commentaires et expériences font part des données collectées.

STRUCTURE DU RAPPORT

La structure du rapport est directement basée sur la méthodologie de la recherche. Les sujets précités à savoir la fuite, l'appui, l'impact social et économique, l'impact sécuritaire et les solutions potentiels /points de discussions ont tous été rapportés séparément dans des chapitres différents. En outre, chaque chapitre est divisé en deux zones géographiques : la chefferie de Kakwa et le site de Biringi. Cette division géographique s'explique par le fait que la situation de refuge, les conditions sécuritaires et socio-economiques, en plus de la composition ethnique, de ces deux sites sont essentiellement différentes.



◁ Les produits dans la marché deviennent plus en plus chers

2 Les Kakwa et l'histoire de fuite

LA ZONE DE KAKWA¹⁶



¹⁶ La zone Kakwa et la Chefferie Kakwa (la zone la plus jaune dans la carte) au Nord Aru, RD Congo
Carte fait par des efforts combinés: IPIS (la base) et PAX (simplifications). Une carte globale, pas exacte.

Les Kakwa sont une population d'Afrique orientale et centrale vivant à l'ouest de l'Ouganda, au Soudan du Sud et au nord-est de la République démocratique du Congo. Avec la création de la province West Nile en 1910¹⁷ par les anglais, le pays Kakwa a été définitivement partagé en trois parties. Depuis ce temps la migration et la fuite font presque partie de l'identité commune des Kakwa. Il existe de ce fait un sentiment d'unité en division, illustré par le nom : Kakwa Saliya Musala en langue Kakwa. Il signifie en français : Peuple de Trois Collines.¹⁸

A l'exception des petites populations près d'Aba et de la ville d'Aru, la zone où les Kakwa résident au Congo concède avec les limites de la Chefferie de Kakwa. C'est une Entité Territoriale Décentralisée (ETD) dans le territoire d'Aru. Dans cet ETD l'autorité coutumière gère la vie quotidienne, surtout les affaires foncières. Si comparée à celles de l'Ouganda et du Soudan la population Kakwa au Congo est la plus petite. La taille de la population de Kakwa reste plus ou moins approximative. Dans l'année 2000 en effet, la Chefferie Kakwa aurait une population d'environ 110.000 personnes.¹⁹ Le peuple Kakwa au Soudan du Sud serait 115.000 personnes et en Ouganda l'estimatif était 215.000. Cependant, ces chiffres qui datent des années 1990 laissent présager une augmentation de cette population. Les récentes estimations tablent sur 500.000 pour l'ensemble de toute la population Kakwa.²⁰

En RDC, on trouve la population Kakwa dans principalement trois régions : à la Chefferie Kakwa (surtout les Kakwa Inga), à la ville d'Aru (les Kakwa Dropa, peut-être 15.000 personnes) et à Aba, Faradje (les Kakwa Ima, peut-être 20.000 personnes).²¹ Les Kakwa parlent une des langues dites : Bari, du catégorie linguistique : nilote orientale. Le Bari est parlé entre autres au Soudan, Ethiopie, le CAR et autres pays Sahariens. Ce type de langues n'est pas lié au groupe des langues Bantou qu'on peut entendre dans les autres parties du RD Congo et dans des vastes zones du sud et de l'ouest de l'Afrique.

Traditionnellement les Kakwa sont proches des Madi au Soudan du Sud, aussi des autres ethnies Équatoriennes. Même si c'est une simplification de la réalité politique, on peut dire que, historiquement, ils n'entretiennent pas de bonnes relations avec les peuples voisins purement pastorales, comme les Dinkas. C'est l'une des raisons pour laquelle leur loyauté est plutôt vers le vice-président Riek Machar et ses Nuer, qu'au président Salva Kiir, qui est Dinka. Une illustration de leur relation soupçonneuse est l'incident suivant. En 2013 le gouvernement de Soudan du Sud, qui est dominé par les Dinkas, a fait des arrestations de sept responsables Kakwa dans l'administration de Yei (probablement la plus grande ville de Kakwa) et ses alentours. Le gouvernement Sud Soudanais a accusé ces leaders d'appuyer les rebelles congolais de M23, et a justifié cette action par des 'raisons sécuritaires'.²² L'action du 'gouvernement Dinka' n'a pas été bien perçue par la communauté Kakwa.

En RD Congo, la langue nationale, apprise et utilisée à l'école et dans les instances étatiques, est le français, en opposition à l'anglais au Soudan du Sud et l'Ouganda, c'est l'anglais. C'est donc une différence importante, surtout dans le système éducatif, entre les Kakwa en RD Congo et les Kakwa dans les deux autres pays.

Le peuple Kakwa est traditionnellement agro-pastoral. Encore de nos jours, la majorité des Kakwa se trouve dans les zones rurales et non dans les villes. Par rapport à l'agriculture, l'élevage est moins pratiqué. Pour l'agriculture de subsistance le manioc, le mil, le maïs et surtout le sorgho sont des cultures cruciales. Dans les années cinquante les Belges ont introduit du tabac comme culture de rente dans la Province Orientale²³ et Nord Aru. Au détriment des cultures de subsistance, le tabac est devenu la plus importante culture commerciale avec pour conséquence un déboisement inquiétant dans cette région.²⁴

La culture de tabac est exploitée par des grandes sociétés internationales de tabac, notamment par BAT (British American Tobacco).²⁵

17 'Migration and Christian identity in Congo', Emma Wild Wood, 2012, Brill; 'Refugee identities and relief in an African borderland: a study of northern Uganda and southern Sudan' In: New Issues in Refugee Research Working Paper No. 19, Jozef Merkx, 2000, UNHCR

18 www.Kakwa.org

19 Ce chiffre vient de l'AT d'Aru. Il a cité un recensement du territoire d'Aru de 2000, que nous n'avons pas autrement vu.

20 Encore : confère www.Kakwa.org

21 Chiffres de : www. The-Joshua-project, utilisant un mix des anciens et des estimatifs plus récents (RD Congo : 34,000 (1978) ; Soudan du Sud : 115.000 (1990) ; l'Ouganda : 214,000 (1990)).

22 Sudan tribune 25.04.2013: "Kakwa Community demand fair trial of seven leaders arrested in C. Equatoria"

23 Seppe van Haecke, 2015: De Congolese Tobacco Commodity Frontier in vergelijkend wereldhistorisch perspectief, Universiteit van Gent, pg 72

24 La Culture Du Tabac Menace L'écosystème De La Collectivité De Kakwa, Le Congolais, 03.07.2013

25 Ibidem

La zone de Kakwa proche de la frontière est une zone de commerce et les jeunes munis de moyens de transport jouent un rôle dans le commerce transfrontalier et la contrebande.²⁶ Du fait de cette activité commerciale la ville d'Ariwera, ainsi que celle d'Aru ont des marchés vivants et bien approvisionnés.

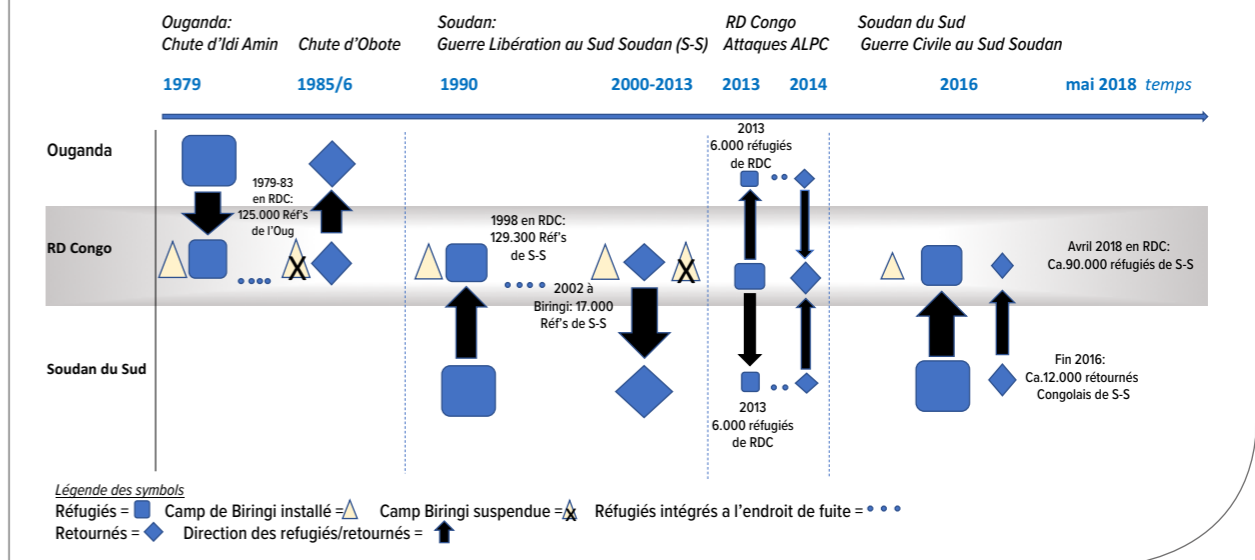
Dans les villages ruraux de Kakwa l'affiliation au lineage tribale est toujours important. La gestion des terres, le travail d'agriculture et l'organisation de la vie familiale et maritale sont normalement conduits selon ce principe social. Les liens de lineages sont utilisés à l'avantage du commerce transfrontalier.²⁷

HISTOIRE DE MIGRATION ET DE FUITE DES KAKWA

Depuis la colonisation les populations de la RDC, de l'Ouganda et du Soudan du Sud ont traversé la frontière en quête de sécurité (physique et économique) et de protection.²⁸

Dans les années 1910 les anglais ont définitivement fixé la frontière entre le Soudan et l'Ouganda. Par l'incorporation de la province de 'West Nile' dans leur protectorat de l'Ouganda, les Kakwa Soudanais et les Kakwa Ougandais ont été séparés par des nouvelles barrières étatiques. Dès ce moment les Kakwa ont utilisé leurs liens tribaux pour des migrations transfrontalières. Une des raisons de cette immigration régulière était les terres ancestrales des Kakwa à Okaba en Ouganda près à la frontière avec la RD Congo.²⁹ D'autres raisons étaient non seulement pour échapper au service militaire des Belges au Congo, mais aussi pour bénéficier des avantages fiscaux et économiques en Ouganda.

Chronologie de l'histoire de fuite: l'expérience à Nord Aru



26 PAX, 2016, « Etude sur la friction entre les jeunes et les acteurs de sécurité en Territoire d'Aru, Province de l'Ituri

Cas des groupes des jeunes Sakumuna et Armée Rouge »

27 Ibidem

28 Conciliation Resources, Tensions sous-jacentes : réfugiés sud-soudanais et voies à suivre pour la prévention des conflits en République démocratique du Congo, novembre 2017, page 3. Aussi: 'From 1979 until the end of 1983 about 125.000 Ugandan refugees fled into the Aru and Mahagi zones of Congo', Migration and Christian Identity in Congo, Emma Wild Wood, 2012, Brill

29 Jozef Merkx 2000, UNHCR, Working Paper No. 19 "Refugee identities and relief in an African borderland: a study of northern Uganda and Southern Sudan"

Depuis 1979, après la chute d'Idi Amin (un homme Kakwa Ougandais de Koboko, un village sur la frontière avec le Congo³⁰) des grandes vagues de réfugiés ont commencé leurs mouvements entre l'Ouganda, la RD Congo et Soudan du Sud. Ces mouvements humains de grandes échelle sont surtout liés aux guerres civiles.

Le début des années 1980 plus de 125.000 réfugiés sont arrivés à Aru et Mahagi. Ils ont été tous des victimes de revanche des ennemis d'Amin. Non seulement les Kakwa, il-y-avait aussi des Lugbara, des Acholis, des Madi et des autres qui ont pris la fuite au Congo.

Selon les informateurs, le camp de Biringi était créé pour la première fois dans les années 1980. Il a été abandonné après la période de paix subséquent à la nomination à la Présidence de Museveni en 1986.

La ligne historique de fuite, présentée ci-dessus est l'ensemble des expériences de la population au Nord Aru comme raconté dans les focus groupes, et confirmé par des sources écrites. L'histoire récente des réfugiés de l'ex-Soudan en quête de protection en RDC remonte à 1990. Les réfugiés ont fui vers la RDC pour échapper à la guerre civile en cours au Soudan. En 1998, il y a eu presque 130.000³¹ réfugiés soudanais en RDC lorsque l'Armée Populaire de Libération du Soudan (Sudanese People's Liberation Army – SPLA) est arrivée pour enrôler de force des jeunes soudanais. Trois journées de pillage et de violences à l'encontre de la population congolaise locale ont suivi. Des réfugiés soudanais présents dans la zone ont été accusés par des membres de la communauté congolaise d'avoir indiqué à la SPLA les endroits à piller durant les attaques.³² La population des réfugiés à Biringi a fui le camp, mais a rapidement réoccupé l'endroit après cette brève période des attaques.

Encore de nos jours, les réfugiés soudanais et la population autochtone se reprocheraient ces actes. Cependant, ni à Biringi, ni à la chefferie de Kakwa, les recherches ont permis de relever de telles accusations comme influant les relations entre réfugiés et autochtones.

Lorsque l'Accord de Paix Global³³ a été signé en 2005, les réfugiés soudanais ont été nombreux à repartir chez eux. Ensuite, ce sont des réfugiés congolais des environs du parc de Garamba (à l'ouest de zone Kakwa à environ 100 kilomètre) qui sont arrivés au Soudan du Sud en 2008, fuyant l'instabilité causée par l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) en RDC ; ils ont pris le chemin du retour vers leur pays en 2013, après de nouvelles violences au Soudan du Sud.³⁴

En 2013 - 2014 le Nord Aru a vu émergence d'un groupe rebelle remarquable, qui s'appelle 'Alliance pour la Libération du Peuple Congolais' (ALPC). Leurs buts restent de nos jours méconnus. Ils ont attaqué des autorités, surtout la police et les transports de commerce. Durant cette époque il y avait un attentat avec 14 morts dans un café au centre d'Aru.³⁵ Le groupe a fait peur à la population dans certaines régions de la chefferie Kakwa. La population a fui au Soudan du Sud et en Ouganda, soit en environ 12.000 personnes³⁶. Après l'attaque au café l'ALPC a mystérieusement disparu pour une certaine période. Quelques mois plus tard les réfugiés ont regagné leurs villages.³⁷ Mais l'ALPC est toujours présente dans la zone de Kakwa. Récemment, en janvier 2018, il semblerait qu'elle ait fait une nouvelle attaque au sol de la Chefferie de Kakwa.³⁸ Récemment, en janvier 2018, le groupe refait resurface dans le media avec un incident d'affrontement entre eux et les FARDC dans les alentours d'Ingbokolo.³⁹ Et encore en Mai 2018, dans le contexte des enjeux électorales, l'ALPC était mentionné à propos des accusations contre le candidat présidentielle Moise Katumbi.

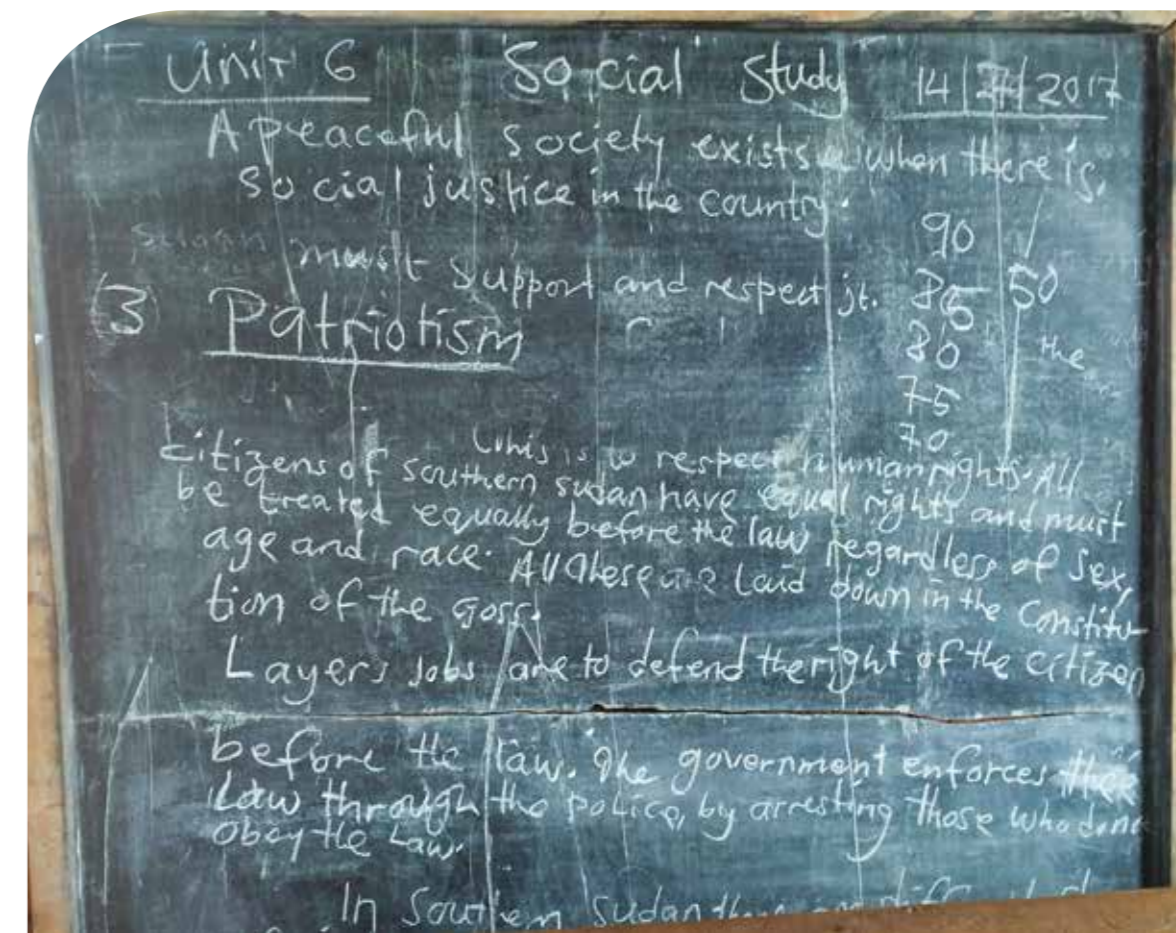
30 « Idi Amin » Wikipedia.en (downloadé 25.6.18) citant entre autres Encyclopædia Britannica, Encarta, and the Columbia Encyclopedia
 31 Plus précis : 129.304 selon les chiffres des UNHCR
 32 Conciliation Resources, Tensions sous-jacentes : réfugiés sud-soudanais et voies à suivre pour la prévention des conflits en République démocratique du Congo, novembre 2017, page 3
 33 L'Accord de Paix Global, en anglais : Comprehensive Peace Agreement
 34 Press briefing Palais des Nations in Geneva. UNHCR par Mme Lejeune-Kaba, 06.03.2012 'UNHCR concerned at displacement caused by LRA attacks in DR Congo'
 35 Radio Okapi, 02.02.2015, Ituri : les activités tournent au ralenti après le meurtre de 15 personnes à Aru
 36 2017 Conciliation resources Policy brief Underlying tensions: South Sudanese refugees and pathways to conflict prevention in the Democratic Republic of Congo
 37 RadioOkapi,18.05.2014 : « Ituri: plus de 20 démobilisés regagnent leurs milieu d'origine »
 38 RadioOkapi, 10.01.2018 « Ituri : l'armée repousse une attaque des miliciens APLC à Aru »
 39 Radio Okapi, 10.01.2018, Ituri : l'armée repousse une attaque des miliciens APLC à Aru. L'attaque était orientée vers la poste militaire de Brimu, qui serait renforcer après les affrontements.

En 2016 l'accord de paix de 2015 entre Riek Machar de la SPLA-En Opposition (SPLA-IO) et Président Salva Kiir a échoué. Les rebelles de SPLA-IO se sont déplacés de la région de Upper Nile (au nord du Soudan du Sud) vers les territoires non-Dinka en Equatoria, une région hostile à la dominance politique de Dinka du Président. Le but était de transférer le théâtre de guerre à Equatoria, proche aux frontières de l'Ouganda et de la RD Congo.

Entre juillet 2016 et septembre 2017, le HCR en RD Congo, a compté environ 73 000 réfugiés du Soudan du Sud dont 42.000 nouveaux réfugiés.⁴⁰ Par ailleurs, des réfugiés congolais s'étaient installées au cours des dernières dizaines années dans le Soudan du Sud, mais en raison des nouvelles circonstances n'ont pas pu y rester. Ces derniers estimés à plus de 12.000 personnes⁴¹ s'ajoutent à l'ensemble des réfugiés. L'estimation de mi 2018 donne un total des réfugiés sud-soudanais en RD Congo à plus de 90.000⁴², dont environ 60.000 nouveaux réfugiés depuis 2016. Ils sont dispersés dans trois régions au Nord Congo : 1) à Dungu (territoire de Faradje) dans la province d'Haute Uele, ou il y a aussi des anciens et des nouveaux réfugiés d'LRA ; 2) à l'est de Dungu, toujours à Faradje, dans les environs d'Aba il y a une autre zone Kakwa près de la frontière avec le Soudan du Sud. Dans cette région, un peu plus éloignée de la frontière qu'Aba, se trouvent dans le site de Meri environ 25.000 des réfugiés sud-soudanais et 3) à Nord Aru en Ituri où la majorité des réfugiés se trouvent à la chefferie de Kakwa et encore quelques peu aux alentours de Katcha dans la chefferie avoisinante de Kaliko Omi.

40 UNHCR, 30.09.2016 « RD Congo Factsheet »
 41 Ibidem : 'Selon les dernières statistiques de la CNR il y a 12.280 rapatriés spontanés.' Mi-2017 Unicef a estimé le totale des rapatriants a plus de 20.000.
 42 UNHCR, 30.04.2018, « RD Congo Factsheet » 91.351 South Sudanese refugees

un société en paix existe quand il-y-a de la justice sociale
 Lessons en Anglais à l'école pour des Réfugiés Sud Soudanais à Ingbokolo (avril 2017). dans le pays



3 La fuite et l'accueil

L'ARRIVÉE DES RÉFUGIÉS ET LA POLITIQUE HUMANITAIRE : LA POLITIQUE HUMANITAIRE DE HCR ET CNR

A la fin du mois d'octobre 2016 les agences de Haut-Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) et la Commission Nationale des Réfugiés (CNR) étaient en train d'installer le site de Biringi.⁴³ La décision d'éloigner les réfugiés de la frontière a été prise par le gouverneur d'Ituri en mis septembre 2016. Selon le Radio Okapi⁴⁴ les autorités s'inquiétaient des allées et venues libres des réfugiés sud-soudanais qui « étaient tentés de retourner par moments dans leurs villages d'origine pour diverses raisons ». Selon l'Administrateur de Territoire d'Aru, Henry Venant Kossi, il serait une source d'insécurité. Il a fait un appel aux organisations des réfugiés d'accélérer leurs efforts d'installer des sites loin de la frontière. En fait, il s'agit d'une réinstallation du site, puisque Biringi est une ancienne localité de refuge qui avait déjà été utilisée pendant la fuite des réfugiés ougandais au début des années quatre-vingt après la chute d'Idi Amin. Le HCR et le CNR ont rapidement répondu à cet appel :

Le 2 novembre 2016 le HCR annonçait dans un Communiqué de Presse: « Le HCR conjointement avec CNR commence à éloigner les réfugiés sud-soudanais de la frontière. Ils sont déportés à Biringi. »⁴⁵

Les raisons exprimées dans le communiqué étaient d'une part que le HCR avec le CNR, veut mieux assister les réfugiés dans les zones frontalières et d'autre part que l'éloignement facilitera l'amélioration de la sécurité des réfugiés. Dans le même communiqué HCR explique en outre :

« Le long de la frontière avec le Soudan du Sud, et en particulier dans la province de l'Ituri qui fait face à l'afflux le plus important, les besoins humanitaires sont énormes. Dans de nombreux villages, les nouveaux arrivants sont plus nombreux que la population locale. Les évaluations du HCR ont démontré que dans l'Ituri, une famille de réfugiés sur cinq a un abri approprié, avec des réfugiés contraints de dormir à la belle étoile. La sécurité est une autre préoccupation. En septembre, des attaques dans la province de Haut-Uélé ont ciblé des réfugiés, des villageois, un partenaire du HCR et les forces de sécurité. »

L'objectif de l'opération de relocalisation est de ne pas créer des camps pour les réfugiés sud-soudanais, mais plutôt de soutenir les réfugiés à devenir autosuffisants, en vivant aux côtés des populations locales.

Jusqu'à présent (juin 2018) CNR et HCR n'ont pas réussi à délocaliser les réfugiés de Kakwa au site de Biringi.

Les réfugiés nouveaux arrivants à la Chefferie de Kakwa ont eu trois destinations finales : a- le site de Biringi ; b- le Nord d'Ouganda et c- la chefferie de Kakwa même, surtout dans sa zone frontalière. En mai 2018, à peu près 4.300 réfugiés restent au site de Biringi ⁴⁶ (secteur de Ndo-Kebo). Le nombre de réfugiés ayant continué en Ouganda est méconnu. Pour les Soudanais, l'Ouganda est attractif parce que le système scolaire utilise la langue anglaise, comme au Soudan du Sud. Pour les élèves c'est un avantage important. En 2016 aussi la pression pour le déménagement non-attractif à Biringi par le CNR et le HCR serait cité comme raison de faire le voyage vers l'Ouganda.⁴⁷

Sur la base des estimations de CNR en 2016⁴⁸ on peut dire qu'actuellement à peu près 25 000 à 30 000 réfugiés habitent dans la

43 Radio Okapi 21.10.2016 « Aru : le HCR et le CNR appelés à accélérer la relocalisation des réfugiés sud-soudanais » : 'L'administrateur du territoire d'Aru, Henri-Venant Kossi appelle l'antenne du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) en Ituri et la commission nationale des réfugiés (CNR) à accélérer les travaux d'aménagement de nouveaux sites des réfugiés qui s'effectuent actuellement à Biringi, un ancien camp situé dans le secteur de Ndo dans le même territoire d'Aru.'

44 Radio Okapi, 24.09.2016 « Ituri : les autorités décident d'éloigner les réfugiés sud-soudanais de la frontière » : 'Ces réfugiés sont tentés de retourner par (tous) moments dans leurs villages d'origine, au Soudan du Sud, pour diverses raisons. Cette situation constitue une source d'insécurité à la frontière, selon Henry Venant NKossi.'

45 Conférence de presse des Nations Unies (Genève), 02.11.2016 « Le HCR a commencé à éloigner les réfugiés sud-soudanais de la frontière »

46 Radio Okapi, 10.05.2018 « Ituri : des terres arables accordés aux réfugiés sud-soudanais à Biringi » citant CNR (4299 réfugiés à Biringi)

47 Radio Okapi, 01.12.2016, Ituri : les réfugiés sud-soudanais de Kakwa s'opposent à leur délocalisation « Les autres refusent de s'y (à Biringi-JB) rendre, évoquant notamment des difficultés de cohabitation pacifique avec les autochtones et l'absence de pâturages pour leurs ani-maux, explique Francy Amule, le président de la société civile d'Ingbokolo. »

48 Radio Okapi, 24.09.2016 Ituri : les autorités décident d'éloigner les réfugiés sud-soudanais de la frontière. D'après la CNR : « Plus de vingt mille réfugiés sud-soudanais sont concernés par cette relocalisation ».

Zone Kakwa et au camp de Biringi. Malheureusement les nombres de réfugiés en famille d'hôte ainsi que les nombres des réfugiés dites 'autonomes' sont inconnus. A Liku on a pu estimer qu'environ 20% des habitants ont accueilli des réfugiés dans leur maison.⁴⁹ Dans la chefferie de Kakwa il y a des zones plus proches de la frontière que Liku qui sont beaucoup plus fréquentées par les réfugiés. Il est donc possible que le nombre des réfugiés en famille d'hôte soit plus élevé dans les autres localités de la chefferie de Kakwa. Selon nos sources, il existe des villages dans la zone frontalière qui ont vu leurs tailles doubler par le nombre de réfugiés qu'ils abritent.

Dans la zone frontalière de Kakwa les réfugiés du Sud Soudan ont trouvé une place dans les familles d'hôte ou dans un espace 'libre', souvent réglé par les autorités locales. Ce sont ces derniers que nous avons appelé des 'réfugiés autonomes'. Selon nos données, la majorité est venue de la zone transfrontalière au Sud Soudan tels que les villes de Kaya, Morobo et Yei et les villages Kimba, Dudulabe, Aipe, Bazi, Sita, Alikate, Longamere, Gulumbi, Essebi. La grande majorité est de l'ethnie Kakwa. Il y a des réfugiés qui sont venus de plus loin, surtout du nord de Sud Soudan, mais ils sont en minorité. Ils ont souvent dû fuir par leur affiliation ethnique aux tribus associées à Riek Machar. Ce sont des Nuer et Shilluk venant d'Upper Nile et autres districts au Nord de Sud Soudan. En plus on trouve les réfugiés des districts frontaliers de Yei et Yambio, à part des Kakwa, ils sont surtout des Equatoriens de l'identité Azande, Acholi et des Kaliko.⁵⁰

Au camp de Biringi la situation est différente. Selon le CNR des groupes de Kakwa, Kaliko, Azande, Pochulu, et les Acholi se trouvent au camp de Biringi. Les Acholi, qui semblent surtout avoir fui à cause de la problématique de LRA, sont les plus nombreux. Les Kakwa et Kaliko, qui ont des liens ethniques au Nord Aru sont minoritaires entre les réfugiés à Biringi.

LE CHOIX DE L'ENDROIT DE REFUGE

La grande majorité des réfugiés dans la zone de Kakwa a spécifiquement choisi cette région comme lieu de refuge pour les liens préexistant de parenté, de culture et de la langue. Les réfugiés en familles d'hôte ont cité des liens de parenté plus souvent que les réfugiés autonomes. D'autres raisons présentées sont souvent liées à l'expérience du passé. Selon certaines autorités et des autres sources les Kakwa étaient bien accueillis au Soudan dans le passé. Aussi la proximité de la Chefferie Kakwa est citée à plusieurs occasions. En deuxième réflexion (« Quel est vraiment la plus importante raison pour votre choix de refuge selon vous ? ») aussi la sécurité et des considérations économiques (les terres arables et l'espace pour l'élevage, par exemple) ont été mentionnés. Chaque fois ils nous indiquent que les liens tribaux, culturels et l'histoire commun (même par exemple le trafic frontalier et l'élevage) sont les plus importants facteurs pour le premier choix de refuge. Pour les réfugiés autonomes la sécurité est une priorité plus importante que pour les gens en famille d'hôte.

Les autochtones de Kakwa et les autorités et agents humanitaires semblent connaître ces raisons soulignées par les réfugiés car ils en citent presque les mêmes. La proximité, comme raison pour le choix de la destination de fuite, est explicitement expliquée par les informateurs parmi les autorités. Ils ont l'impression que la proximité leur facilite les mouvements vers leurs terres au Soudan du Sud. Les réfugiés peuvent recourir à leurs économies, ou y chercher de la nourriture, leurs affaires et pour savoir s'ils peuvent éventuellement rentrer en cas de paix. En outre les réfugiés ont toujours le droit d'obtenir l'aide humanitaire dans leur pays. Et après la fin de 2016 cette considération est devenue plus importante puisque l'assistance alimentaire de Programme Alimentaire Mondiale (PAM) est absente dans la zone de Kakwa.

Quelques autorités locales ont montré leurs craintes de la présence des éléments des groupes armés parmi les réfugiés. Ils ont réfléchi que le choix de la destination de fuite soit favorable stratégiquement pour certains réfugiés liés aux rebelles. La frontière poreuse avec la RDC pourrait faciliter la dissimulation des armes et le mouvement libre au Soudan du Sud.

Les réfugiés de Biringi présentent une image principalement différente de leur motivation pour le choix de refuge. Les réfugiés citent le plus souvent la sécurité comme raison pour leur choix de venir au site de Biringi ('il est éloigné de la frontière').

49 Un informateur, un vieux sage de Liku, a donné un nombre des 1.200 habitants autochtones à Liku et 42 familles avec des réfugiés.

50 Les ethnies sont fournies par les informateurs de CNR et HCR. Les réfugiés sont venus en grand nombre au moment Riek Machar a fui du Nord de Sud Soudan à la frontière congolaise en juillet 2016. Il a se caché dans le parc de Garamba. Après quelques mois le Monusco a sauvé Machar 'pour des raisons humanitaires'. Lui-même était blessé et ses plus de 600 compagnons ont presque mourut de la faim. LE MONUSCO a transféré tout le groupe aux mains des FARDC. (Communiqué de Presse Monusco, Kinshasa, 10.09.2016) Quelques temps après Machar a trouvé exil en Afrique du Sud, (Radio TAMAZUJ, Addis Abeba, 22.06.2018)

Aussi l'expérience antérieure du site était une considération importante et la présence de l'aide humanitaire. Les réfugiés ne semblent pas se sentir dirigés vers le site de Biringi par les autorités. En deuxième réflexion ils ajoutent encore des raisons économiques (« espace disponible »), le rôle des informations des autorités et les normes internationales pour les réfugiés. Comme les autochtones à Kakwa, ceux à Biringi sont au courant de toutes ces considérations, mais citent plus souvent le rôle directif des autorités dans le choix des réfugiés pour venir à Biringi.

L'ACCUEIL

Quand en juin et juillet de l'année 2016 les grandes vagues des réfugiés ont commencé à arriver dans la zone de Kakwa, les réfugiés ont d'abord été accueillis par les communautés locales. Ils s'agissaient des familles, de l'église locale et des chefs de localités et de groupements. L'église, appuyée par la population, a réglé la nourriture, des maisons à dormir, et des terres pour construire des abris temporaires, même à Biringi. Dans la zone de Kakwa les chefs ont facilité l'utilisation des terres pour la construction des maisons et l'agriculture. En plus ils ont facilité la libération des écoles et autres bâtiments publics pour le logement provisoire des grands groupes des réfugiés. La population même ont partagé leurs maisons et nourriture avec les déplacés. A Kendryo le CNR, avec le UNCHR, a installé un centre de régistation des réfugiés, pour que les réfugiés puissent avoir leur éligibilité contrôlée et être enregistrés pour l'aide humanitaire.

Les autorités et les agences humanitaires ont expliqué qu'au début, c'est-à-dire entre juillet et août 2016, ni des dispositifs d'accueil pour orienter les réfugiés à leur entrée en RDC, ni des procédures formelles d'enregistrement n'étaient installés au sol congolais. Il a eu alors une installation non-contrôlée des réfugiés. La première assistance aux réfugiés est intervenue entre août, septembre et octobre 2016 dans les localités d'Aga et Ingbokolo et ses alentours par le PAM et l'AIRD.⁵¹ La farine et l'huile végétale étaient fournies. La distribution a cessé après la stratégie opérationnelle qui était mise en place par l'HCR et CNR qui conjointement avaient décidé de relocaliser les réfugiés vers le site de Biringi.

Les informateurs nous ont dit que Biringi a une commission d'admission constituée des services de sécurité en collaboration avec la Commission Nationale de Réfugiés et HCR, qui examine leur éligibilité au site. Cette commission est chargée de voir si les réfugiés ont des cartes d'identités et s'il n'y a pas des rebelles ou militaires parmi eux. Après, HCR en collaboration avec CNR et la police se chargent de leurs mouvements vers le site.

Chaque réfugié à Biringi reçoit un montant mensuel de cash de 16 dollars. En plus, le PAM avec quelques ONGs partenaires, fait la distribution de la nourriture. Des fois la distribution de cash et de nourriture sont en retard. Le PAM entretient son entrepôt à Bunia et n'a aucune facilité à Aru. La volatilité sécuritaire récente en territoire de Djugu a bloqué l'approvisionnement de l'aide humanitaire. Il a instigué des soulèvements des réfugiés dans le camp de Biringi. L'absence d'entrepôt de PAM à Aru influencerait cette situation. Toute assistance doit venir de Bunia, donc le passage par Djugu est inévitable.

.....
51 Selon les informateurs des organisations humanitaires jusqu'au fin de 2016 les distributions ont été faites aux sites suivants : Gbula, Liga, Aga, Ukaba, Arile, Kendriyo, Agoroba, Azu-Kengezi, Nyai-Baze, Liku, Nyangwara I et II, Rumu I et II, Koba, Gaki, Keri-Liku, Urma, Ingbokolo, Biringi, Ulendere

4 Les structures d'appui

A Biringi le HCR, avec le CNR a fait un accord avec les chefs coutumiers de la population riveraine. Sous pression de HCR les chefs locaux ont disponibilisé une certaine surface à cultiver à chaque famille en refuge. Au mois de mai 2018 les chefs ont encore une fois accordé des parcelles aux nouveaux réfugiés à Biringi.⁵²

Pour un bon nombre des populations, Biringi n'est pas l'endroit de refuge préféré. Il y a des soupçons préexistants entre les deux groupes. Le sentiment de soupçon est né dans le camp qui existait à Biringi avant 2013. D'un côté, les réfugiés soupçonnent les autochtones d'avoir effectué des pratiques sorcières durant le retour des réfugiés à Biringi en 2016. Ils ont lié cette pratique à un accident qui a concerné les premiers réfugiés arrivant à Biringi. Plusieurs réfugiés sont décédés. De leur côté, les autochtones ont l'impression que certains réfugiés ne seraient pas satisfaits de leur accueil à l'époque. Cette impression est basée sur une histoire passée avant le retour des réfugiés au Sud Soudan probablement en 2013. Les réfugiés auraient déraciné des semences justes avant leur retour au Soudan. Les autochtones auraient malinterprété ce déracinement des cultures : pourquoi les Soudanais n'ont pas voulu laisser la récolte à la population locale ?

Ceci pourrait être l'expression d'une certaine jalousie qui pourrait être comprise comme un signe des tensions latentes entre les deux groupes.

Cependant, en générale -même à Biringi- l'accueil est généralement bien évalué par toutes les parties. Surtout les autochtones de Kakwa - tandis qu'ils regrettent les événements au Sud Soudan et le sort des réfugiés, ils ont exprimé une fierté de l'accueil donné. Malgré le peu de moyens à leur disposition, ils ont pu démontrer une solidarité avec 'leurs frères' du Sud Soudan.

On a déjà souligné la grande solidarité témoignée par la communauté avec les réfugiés à leur arrivée : la nourriture distribuée par l'église, l'habitation offerte, la disponibilisation des terres, malgré sa pénurie, qui sont tous des aspects positifs à souligner. Mais l'assistance des structures humanitaires était la bienvenue et quelques semaines plus tard, (septembre 2016) les agences humanitaires nationales et internationales arrivaient et quelques mois plus tard le camp de Biringi était réinstallé.⁵³

Lors des focus groupes réalisés par les enquêteurs, il a été demandé aux participants de donner leurs opinions sur l'appui qui a été donné aux réfugiés, les plus importantes parties prenantes ainsi que sur les relations existentielles.

Avec les groupes ils ont fait un diagramme descriptif de ces relations dont les résultats ont été compilés dans un diagramme relationnel accompagnée d'une explication et/ou interprétation. C'est une représentation de la perception de ces relations. D'une part on voit la situation pour tout l'ensemble de la zone de Kakwa et d'autre part celle du site de Biringi avec sa situation spécifique. Donc il ne s'agit pas seulement de l'aide humanitaire, mais plutôt de tous les moyens de vie et réseaux sociaux et économiques mis à la disposition des réfugiés pour leur survie.

Les structures disponibles peuvent être divisées en trois catégories :

- L'appui humanitaire locale : l'Eglise, les familles d'hôte, les chefs de localité et de groupement, les organisations de Société Civile, les écoles ;
- L'appui humanitaire professionnel des organisations d'ONU (HCR, PAM, Unicef) et des ONG Internationales (notamment AIRD, INTERSOS, Maltheser, MSF, Solidarité Internationale et Handicap Internationale) avec leurs partenaires nationales, et l'organisation nationale pour les réfugiés, le CNR ;
- L'appui de protection : les FARDC, la PNC, le DGM, la protection des chefs de chefferie et de groupement, et l'AT, qui ensemble coordonnent la protection aux différents niveaux dans les commissions de sécurité.

Dans le paragraphe suivant les relations entre les différentes parties prenantes (la collaboration, les liens faibles et les rapports tendus au sein du système d'appui) sont visualisées.

.....
52 Radio Okapi, 10.05.2018 « Ituri : des terres arables accordées aux réfugiés sud-soudanais à Biringi »
53 Radio Okapi, 24.09.2016 « Ituri : les autorités décident d'éloigner les réfugiés sud-soudanais de la frontière »

LES RELATIONS D'APPUI DANS LA ZONE TRANSFRONTALIÈRE DE KAKWA

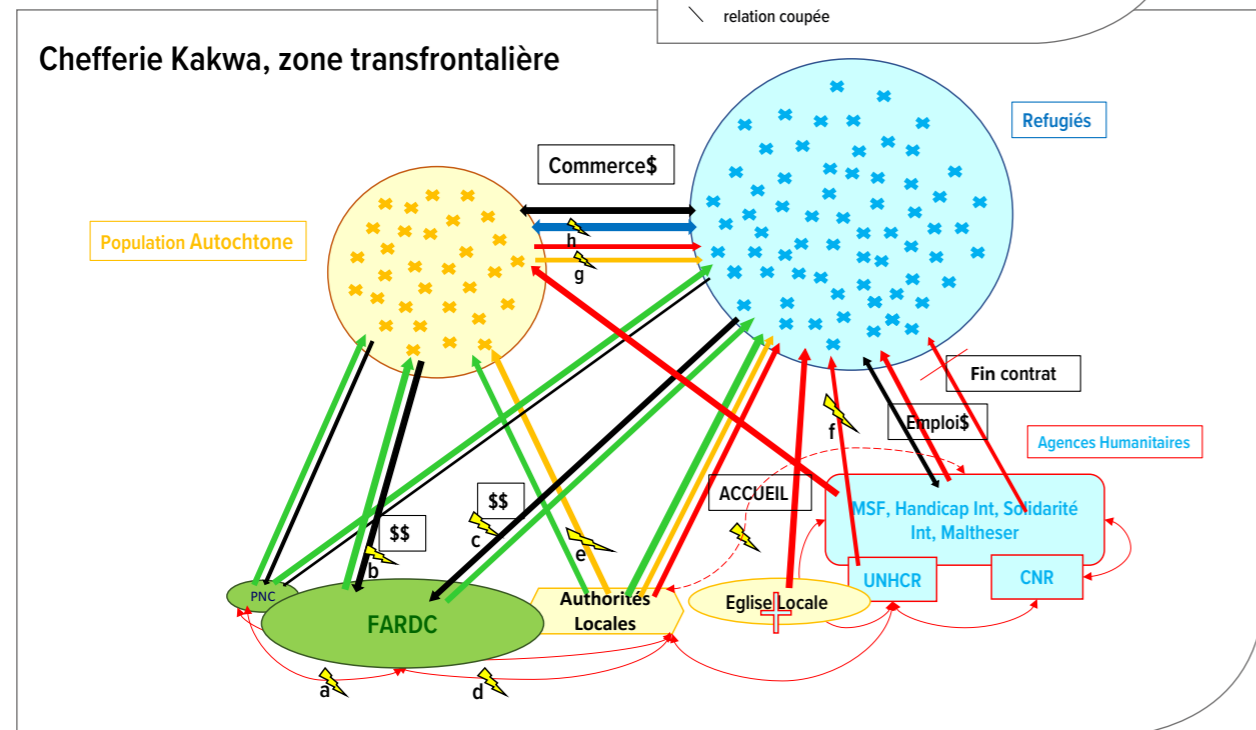
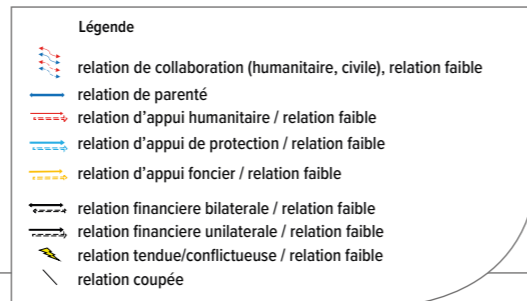
Les agences humanitaires à la zone de Kakwa sont : MSF (soins médicaux), Handicap International (les ponts et parfois des routes), Solidarité internationale (latrines) et Maltheser (mais pas partout présents). De plus il-y-a l'ONG locale Caritas lié au diocèse Mahagi-Nioka pour la nourriture supplémentaire. Tous ces cinq organisations font des travaux dans le domaine public dont bénéficient aussi bien les réfugiés, que les autochtones. Surtout le travail de MSF est bien vu par les autochtones et les réfugiés. Cependant, on a souvent ajouté : « ...mais la chose qui nous manque est la nourriture. » Aussi HCR et CNR sont présents sur le terrain, mais leur rôle est moins dominant qu'à Biringi. Ils sont surtout cités dans le cadre de l'enregistrement des nouveaux réfugiés, et de la sensibilisation des réfugiés concernant le déménagement préféré à Biringi.

Un premier coup d'œil sur le diagramme donne l'impression de relations diverses fortes entre les réfugiés et autochtones. Néanmoins les tensions commencent à paraître. De l'autre côté une pléthore des relations tendues est bien visible vis-à-vis les postes militaires des FARDC.

Les relations tendues sont les suivantes :

1 Tensions entre les autorités locales et la population : traitement des dossiers civils

Ils existent des tensions dans les relations de collaboration entre PNC et les FARDC et entre les FARDC et les autorités locales (diagramme : a, b et d) qui laissent pressentir des problèmes. Les militaires sont plus nombreux que les policiers dans la région (voir le chapitre concernant la sécurité) et dans quelques sites le chef de localité n'est pas fort. Dans ces situations les militaires ont l'occasion de faire un travail qui n'est normalement pas conformément son mandat. Il s'agit du 'traitement des dossiers civils'. Les autochtones se sont plaints particulièrement contre les FARDC. Il s'agit des petits conflits de travail, des conflits fonciers, le traitement des vols, la divagation des bêtes, etcetera. Les militaires se forcent dans l'arbitrage des conflits et ils réclament le paiement de leurs « services ». Dans le diagramme la figure symbolique des FARDC est relativement grande, en



prenant la place de la PNC et du chef coutumier. La PNC existe, mais les postes des militaires sont plus proches. Cette situation est constatée dans les localités plus à l'intérieur et isolé, dans la Chefferie Kakwa entre autres à Aga, Arile et Azu Kengezi, mais aussi par exemple à Kendryo. Ce problème est dans certaines communautés directement lié à une relation tendue entre la population autochtone et les autorités locales. Les autorités ne s'impliquent pas dans les problèmes et les conflits de la population, donc elles sont vues comme faibles. Les autorités sont même qualifiées d'ignorantes des procédures et de leurs rôles propres. Elles sont jugées comme incompétentes. Cette problématique se fait sentir régulièrement à Azu-Kengezi, et à Aga et Arile. La faiblesse des chefs coutumiers et l'absence relative de la police a occasionné une plus grande marge de manœuvre des FARDC et donc une intervention non désirée.

2 Tensions entre les FARDC et la population autochtone et réfugiés : taxes inappropriées

Les FARDC a un autre problème tant avec les réfugiés qu'avec les autochtones (diagramme : b et c). Il s'agit des barrières de route où les passants doivent payer des 'taxes' aux militaires. On trouve des barrières de route des FARDC partout dans la zone (voir le chapitre sur l'impact sécuritaire). Les réfugiés doivent fréquemment montrer leurs papiers d'identité. Presque chaque fois on doit payer des amendes, des taxes ou des 'frais' (2000 Shilling Ougandais ou 45 dollar cents) aux militaires. Aussi les militaires arrêtent des éleveurs-réfugiés avec des vaches sur la route en demandant des taxes inappropriées.

3 Tensions entre les autorités locales, la population locale et les réfugiés : conflits fonciers

Des tensions concernant l'utilisation des terres ont un impact inquiétant pour la longue durée (en diagramme : e et g). Les autorités locales et la population ont aidé les réfugiés avec un morceau de terre pour cultiver. Les différentes manières de distribuer les terres aux réfugiés (les gens, les autorités coutumières, la commission foncière parfois) est cause de conflits entre la population et les autorités locales, surtout en ce qui concerne les limites des champs (en diagramme : e). En plus, la situation foncière est déjà tendue dans la Chefferie de Kakwa et avec la pression supplémentaire de la jouissance de terre par les réfugiés, des petits conflits commencent à apparaître. Les autorités, aussi bien que la population locale, ont remarqué que la divagation des bêtes des réfugiés-éleveurs dans les champs des cultivateurs autochtones est un problème croissant. Les relations sont bonnes entre les réfugiés et les chefs de villages, qui leur accordent des portions de terre pour pratiquer l'agriculture et par moment construire des maisons. Néanmoins, il est clair que la population autochtone a des craintes pour l'avenir concernant la jouissance de ces terres. Les réfugiés sont conscients de cette situation, surtout les réfugiés autonomes. La mauvaise gestion des disputes foncières imposée par les militaires, et l'absence des autorités locales crédibles, aggravent cette situation.

4 Tensions entre agences humanitaires et réfugiés : aller à Biringi

L'HCR et le CNR sont moins visibles dans la zone Kakwa que dans le site de Biringi, mais ils font parfois des enquêtes des besoins. En plus, ils passent par les communautés pour encourager les réfugiés de déménager à Biringi. Les réfugiés le refusent (en diagramme : f). Ils veulent rester proches de la frontière, même s'ils risquent leur propre sécurité. Un de leurs buts est de garder l'accès ouvert continué : 1- à l'aide humanitaire au Soudan du Sud et 2- à leurs champs au Soudan du Sud. Un autre but est de faire le petit commerce avec les produits soudanais à prix bas (voir le chapitre sur l'impact économique). Le refus signifie que les réfugiés ne reçoivent pas l'aide alimentaire.

Cependant, globalement les agences humanitaires ont eu une évaluation positive. La contribution de MSF à la santé publique est généralement reconnue et bien appréciée. Les agences humanitaires n'ont pas des programmes d'emploi. Néanmoins, comme effet de leur présence, ils louent des travailleurs locaux -surtout des jeunes réfugiés- pour des petits travaux.

5 Tensions entre familles d'hôte et les invitées réfugiés

Autres problèmes se trouvent dans les familles d'hôte (en diagramme : h). Les maisons surpeuplées avec un mélange des genres, des âges, et de chaque statut civil ouvrent la porte des actes non-souhaitables : les viols sexuels, les grossesses non désirés (parfois chez des filles trop jeunes). Ils causent des rapports tendus au sein des ménages. Les autorités observent souvent des relations pas bonnes entre les réfugiés vivant en famille d'hôtes et les autochtones, qui se lamentent que leur présence influence leur budget familial. Par rapport à cette situation, les autorités locales se montrent plus pessimistes que les familles d'hôtes et leurs invitées mêmes.

Par exemple, quelques jeunes garçons ont un regard plus positif de la cohabitation. Elle crée des nouvelles associations maritales, qui contribuent à la cohésion sociale, disent-ils. Les adultes (hommes et femmes) ont rarement exprimé leurs soucis dans ce domaine.

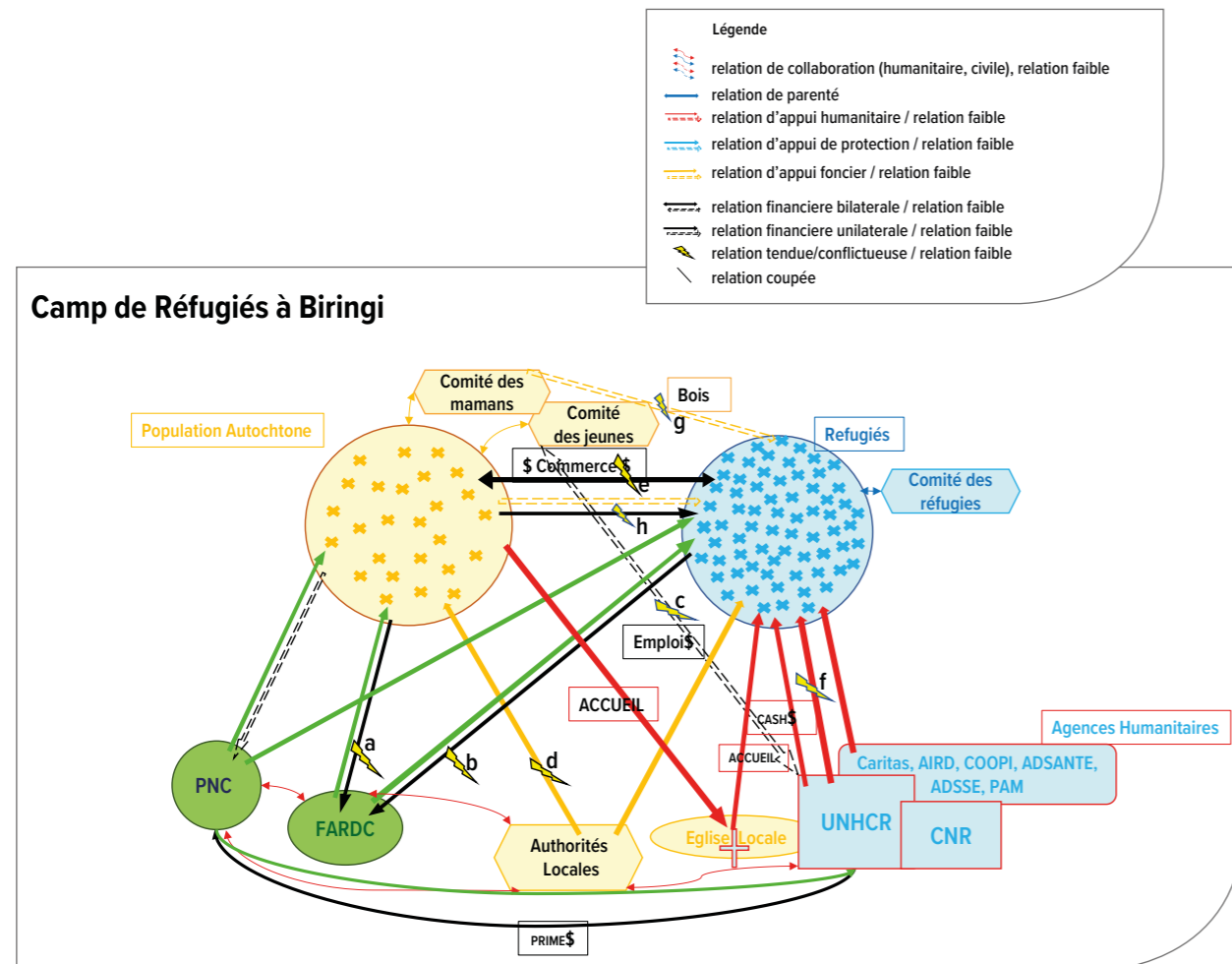
LES RELATIONS D'APPUI DANS LE SITE DE BIRINGI

Le site de Biringi est souvent caractérisé comme un camp, mais cette définition peut donner une impression malguidée. Les réfugiés habitent des simples maisons organisées en blocs. Ces blocs de maisons sont dispersés dans un grand espace où -selon la politique annoncée par HCR en 2016- ils vivent à proximité des autochtones de Biringi. La zone n'est pas trop intensivement peuplée. La distance jusqu'à la frontière est environ 80 kilomètres.

1 Tensions entre réfugiés et autochtones : jalousie

Dans le camp de Biringi, l'interaction entre les réfugiés et les autochtones n'est pas visiblement identique à celle de la chefferie de Kakwa.

A Biringi les autochtones et les réfugiés ont souvent observé de la jalousie des autochtones envers les réfugiés (en diagramme : e) sur différents aspects : 1- Les cultivateurs-réfugiés semblent produire mieux que leurs collègues autochtones. 2- Les Soudanais avec leurs liens transfrontaliers délivrent des produits à prix bas au marché et sont en compétition réelle avec les commerçants congolais. 3- Chaque mois les réfugiés reçoivent le cash comme aide humanitaire de PAM. Les autorités à Biringi renforcent cet argument. Ils disent que l'aide est uniquement orientée en faveur des réfugiés. Illustratif, la distribution mensuelle de l'argent (seize dollars) ; la nourriture et les distributions des semences et outils d'agricultures, de plus la contribution pour l'école ; 4- Il y a des autres frictions : les comités de mamans locales ont exprimé leur mécontentement sur le fait que les réfugiés accèdent au bois et aux pailles sans autorisation et (donc) sans paiement aux autochtones. Aussi quelques autorités ajoutent : « Les autochtones ont besoin qu'on leur rende de l'argent à contrepartie » (en diagramme : g).



2 Tensions entre population locale et autorités locales

Des tensions entre la population locale et ses propres autorités existent, du fait que les autorités ne règlent pas bien les affaires foncières et publiques (en diagramme : d). En outre, les autochtones ne sont pas heureux avec les jeunes réfugiés qui érigent des barrières en exigeant l'argent pour l'entretien de route. Il convient de noter que durant l'enquête en fin février, plusieurs informateurs ont témoigné que certains réfugiés avaient effectué des travaux communautaires de réhabilitation de la route. A leur barrière de route ils ont demandé un paiement d'environ 1000, 2000 shilling. Apparemment ils avaient obtenu l'aval du chef de village. Il leur avait accordé l'autorisation de réhabiliter la route - et d'ériger la barrière- au début de la même semaine (en diagramme : h).

3 Tensions entre militaires avec la population locale et les réfugiés : taxes inappropriées

A Biringi, comme dans la Chefferie de Kakwa, les militaires -avec leurs barrières de taxage- sont généralement vus comme des tracassiers. Ils sont surtout menaçants pour les réfugiés dans la période où ces derniers reçoivent leur cash (en diagramme : b). Pour tout le monde, les autorités locales inclus, les FARDC est accusé de tracasser des gens avec les barrières régulièrement érigés sur les routes en direction du marché (en diagramme : a).

4 Tensions entre la police et population autochtones avec les réfugiés : rapports sexuels

La Police est plus nombreuse aux alentours de Biringi que dans la zone frontalière de Kakwa, pourtant les plaintes contre elle sont beaucoup moins fréquentes que contre les militaires. Pour la protection des réfugiés et des agences humanitaires il existe une poste de PNC détaché au camp. Ces policiers reçoivent une prime de l'HCR. Les jeunes réfugiés se montrent mécontents de la police. La police a pénalisé quelques jeunes soudanais, parce qu'ils ont eu des rapports sexuels avec des filles de moins de quinze ans. Devant la loi congolaise il est défendu et assimilé à un viol. Au Soudan du Sud, les gens autochtones pensent que de telles relations sont permises.⁵⁴ Cette différence de mentalité crée des malentendus et des conflits.

5 Tensions entre jeunes autochtones et agences humanitaires : emploi

Quelques jeunes ressentent de la rancœur envers les humanitaires (en diagramme : c). Les jeunes autochtones désœuvrés sont mécontents des réfugiés et des organisations humanitaires car ne bénéficiant pas eux des interventions humanitaires en termes d'emploi et de l'aide.

6 Tensions entre réfugiés et agences humanitaires : retard d'aide

Les réfugiés en général se plaignent de la nourriture qui parfois n'arrive pas à temps (en diagramme : f). Quelquefois les tensions deviennent vraiment intenses avec des protestations et blocages de la route. Le PAM a rencontré des problèmes pour transporter la nourriture de son entrepôt à Bunia, qui est loin de Biringi, et se retrouve obligé de passer par le territoire volatile de Djugu.

CONCLUSION

En conclusion on peut dire que les grandes tensions entre réfugiés et autochtones dans la zone Kakwa se trouvent dans le domaine foncier. À Biringi le plus grand problème concerne la distribution des biens humanitaires, notamment leur répartition équitable.

⁵⁴ Depuis l'indépendance du Soudan du Sud les lois soudanais et congolais ne sont théoriquement pas trop différentes. Mais récemment, au temps que le Soudan du Sud faisait encore partie du Soudan (jusqu'à 2011, seulement sept années passées), les âges minimums pour le mariage était plus bas que maintenant, c.à.d. 13 ans pour une fille non-musulman, 15 ans pour un garçon non-musulman ; pour les musulmans le minimum est 10 ans. Actuellement l'âge minimum de mariage au Congo est 18 pour un garçon et 15 ans pour une fille ; au Soudan du Sud c'est 18 ans pour tant la fille que le garçon. Ces lois ne sont pas bien enforcés. Les lois pour des rapports sexuelles consenti ne sont pas clairement réglé au Soudan du Sud. Au Congo la sensibilisation publique en ce qui concerne le viol sexuel des mineurs -pour toutes sortes des raisons- est bien Étendue : <https://www.girlsnotbrides.org/wp-content/uploads/2013/04/Minimum-age-of-marriage-in-Africa-March-2013.pdf>; HRW 07.03.2013 : "This Old Man Can Feed Us, You Will Marry Him" Child and Forced Marriage in South Sudan

5 L'impact socio-économique

Les réponses dans les focus groupes concernant l'impact social et l'impact économique de la fuite ont montré une image plus ou moins mitigée. La relation entre la situation familiale et la situation économique était sentie et traitée comme étroite. En outre la relation entre l'impact sociale et le système de l'appui aux réfugiés est déjà discuté dans le chapitre précédent. Par conséquent, les réponses aux sujets impact social et économique sont pour la plupart intégrées dans ce seul chapitre. Seulement l'impact social dans le domaine éducatif a été traité à part.

L'IMPACT SOCIAL

Les enfants des réfugiés sont principalement touchés par la fuite, notamment en ce qui concerne leurs scolarisations, qui reste un défi sérieux.

Il est difficile pour eux de s'adapter au système éducatif de la RDC. La cause est l'utilisation de la langue française dans le curriculum congolais, alors qu'au sudan du sud la langue scolaire est l'anglais. Cela favorise le mouvement des familles vers l'Ouganda pour que les enfants puissent pour-suivre leurs études.

À la Chefferie Kakwa il est maintenant possible de suivre le curriculum sud-soudanais. Dans trois localités, c.à.d. à Karagba, Idribhu et Ulendere, les enseignants réfugiés ont récemment initié des écoles réservées aux enfants des réfugiés avec le programme du Soudan du Sud. Les églises et les autorités locales octroient l'espace où fonctionnent ces écoles construites en chaume. Certains d'entre eux étudient sous les arbres.

Pour faciliter le fonctionnement de ces écoles, les enseignants et les élèves font des travaux journaliers, comme faire le champ pour les particuliers. Les frais de scolarité sont fixés à 5000 shillings par trimestre. À leurs propres frais les finalistes de l'école primaire vont en Ouganda pour passer le test de fin de cycle.

Statistiques des élèves écoles réfugiés

N°	Écoles et localité	Effectifs
1	École primaire de réfugiés Karagba	411 élèves (221 garçons et 190 filles) 8 enseignants
2	École de réfugiés Idribhu	456 élèves (256 filles, 200 garçons) 10 enseignants
3	École de réfugiés Ulendere	500 élèves, 12 enseignants

L'IMPACT SUR LES MOYENS DE SURVIE À LA CHEFFERIE DE KAKWA

Quand les autochtones de la Chefferie de Kakwa ont été invités à réfléchir sur l'impact sur les relations sociales de la présence des réfugiés, ils ont donné en deux tiers des cas des réponses positives surtout en ce qui concerne la cohésion sociale des Kakwa : 'l'amitié est renforcée', 'il est bien de partager des expériences'. Aussi ils ajoutent l'effet positif des liens tribaux, des nouveaux mariages, la visite commune à l'église et la bonne cohabitation comme il est montré par une certaine harmonie dans les familles, aux puits et dans les champs. Les gens ont exprimé leur satisfaction des bonnes relations et de compassion pour le sort des réfugiés.

Les relations avec les réfugiés sont généralement regardées comme une chose vraiment positive. Les contacts sont là à l'église, au marché, aux puits etcetera. Il y a des mariages, du commerce, des champs et des relations familiales généralement vu comme 'respectueuses'.

Presque tous les informateurs voient un certain effet positif sur l'économie locale, favorisée par l'arrivée des réfugiés : produits soudanais à prix bas, mains d'œuvre moins couteux. En plus : l'emploi offert par les agences humanitaires, la circulation rapide de la monnaie et des opportunités de location des maisons. L'aide humanitaire, la coopération entre commerçants, les services de santé et les mariages sont tous regardés comme des impacts favorables.

Toutefois, les impacts négatifs sur les moyens de survie sont beaucoup plus cités. Dans tous les focus groupes ce sont surtout les hommes qui ont exprimé leurs soucis concernant la hausse du coût de vie, les affaires foncières, par exemple la pénurie des terres et la divagation des bêtes.

De plus, et pas mal de fois cité, on a fait des commentaires sur la crise alimentaire émergente. Il est entre autres illustré par la rareté de produits sur le marché, un effet de surpeuplement après l'arrivée des réfugiés. La demande des produits est devenue élevée.

Au Congo, et particulièrement en milieu rural d'Aru et de Biringi, les opportunités d'emploi⁵⁵ sont rares pour tout le monde. Néanmoins, selon les autochtones, l'emploi n'est pas disponible aux réfugiés 'comme pour nous', car les étrangers n'ont ni les papiers, ni le droit d'accéder au privilège d'un 'vrai' emploi. Les autochtones ont cité des autres possibilités pour gagner la vie, surtout dans l'agriculture et l'élevage, mais aussi dans le commerce (au marché, transfrontalier) et dans les travaux journaliers. Même un métier indépendant, par exemple de mécanicien, est mentionné. Un chef de localité a ajouté : « Ils vivent de travaux journaliers : ils cultivent pour le compte des autochtones qui les paient soit en nature (vivres) soit en espèce selon la convention de 4500 Shilling pour un espace de 2.5 mètre sur 30. Certains sont affiliés au sein de l'association des motards pour les activités de transport. » Aussi ils sont convaincus que les réfugiés peuvent faire l'élevage, et le petit commerce. Dans le domaine de l'agriculture les réfugiés ne sont autorisés qu'à faire des cultures à courte durée comme les haricots et les patates. Par contre, les cultures plus longues telles que le manioc et le riz ne sont pas autorisées pour les réfugiés à Kakwa.

Des autres réponses en ce qui concerne des impacts sociaux ou économiques des réfugiés sont plutôt une expression des craintes. De façon générale, le souci du surpeuplement causé par les réfugiés, le marché trop occupé, la pénurie des maisons à louer a été exprimé. Ces soucis toujours liés au domaine socio-économique sont les craintes pertinentes à la sécurité. Beaucoup parmi les autochtones s'inquiètent des effets de guerre au Soudan du Sud sur le sol congolais par la présence de rebelles parmi les réfugiés, la circulation des armes, par une culture de violence des Soudanais, et par les attaques transfrontalières de la SPLA en cherchant les réfugiés. Les inquiétudes sont aussi pertinentes à la survie économique : la perte de terre et la frustration qu'ils ne reçoivent pas d'aide.

Les autochtones qui servent de familles d'hôtes ont un point de vue différent des autres autochtones : ils montrent plus d'inquiétudes. Il est clair que leurs soucis sont multiples et le premier est l'insuffisance alimentaire. Entre autres à Azu Kengezi on a beaucoup insisté sur ce point de nourriture. A Aga et Arile on a des expériences comparables. Les remarques fréquentes concernant l'augmentation de l'effectif dans les ménages sont apparemment liées à cette situation pénible. A la question de savoir s'ils étaient capables de maintenir la famille, des réponses concernant l'alimentation inadéquate étaient en majorité. On trouve une certaine sécurité alimentaire dans la cohabitation et on trouve un revenu avec des petits travaux. Dans le même sens, les effets sur la cohésion sociale sont surtout évalués par l'aspect économique : positivement par le développement du marché et la rentabilité des produits, mais négativement par la rareté des produits agricoles et la destruction des champs par les bêtes. Les familles hôtes sont convaincues que l'emploi n'existe pas pour les réfugiés. La plupart des familles hôtes vit de l'agriculture et de l'élevage et quelques-uns d'entre eux font le petit commerce.

Dans le domaine social, les réfugiés en famille d'hôte et ceux qui habitent en autonomie disent d'abord qu'ils souffrent de la séparation de la famille et des amis et de la violence de guerre : des viols, des pertes et des tueries des membres de la famille et l'incendie de leurs maisons. Cependant, ils donnent aussi une image comparable aux familles d'hôte autochtones : l'insuffisance alimentaire et la crise économique dominent la discussion.

Par ailleurs, presque la moitié dit qu'ils peuvent se débrouiller toujours grâce à la proximité de leurs terres d'origine. C'est à dire qu'ils peuvent toujours entrer et retourner pour profiter de l'aide humanitaire du côté sud-soudanais et (parfois) pour prendre des produits de leurs propres champs.

Les réfugiés autonomes ont un regard plus positif que ceux vivant en famille hôte concernant les effets sur la cohésion sociale. Ils soulignent le renforcement important des relations de parenté et de voisinage, même si la difficulté qui émerge clairement de la situation des autonomes est la situation foncière : insuffisance de terre et existence des conflits fonciers est le plus grand problème de la cohabitation. Économiquement, les problèmes sont comparables aux réfugiés en famille d'hôte : la situation alimentaire, qui est liée directement au manque de ressources financières est alarmante. Les petits moyens des 'autonomes', ainsi que des réfugiés en famille d'hôte, viennent surtout du travail des bêtes et du champ, et un peu des petits travaux et du commerce. Toutefois, pour la grande majorité des réfugiés à la chefferie de Kakwa, l'agriculture et l'élevage restent des moyens économiques cruciales, plus que les autres secteurs de travail.

⁵⁵ L'emploi est toujours interprété comme un travail officiel et salarié, souvent avec l'état, des ONGs ou des entreprises.

IMPACT SUR LES MOYENS DE SURVIE À BIRINGI

Bien que ceci soit inattendu après la discussion sur le système de l'appui, les autochtones de Biringi semblent initialement positifs concernant l'impact du camp de réfugiés sur la cohésion de leur communauté. Les relations sont bien, disent-ils, et on collabore dans les mutuelles de petit crédit. Malgré ça, ils craignent la violence éventuelle des réfugiés même si lors d'un focus groupe ils ont marqué l'absence actuelle de bagarres.

Par ailleurs, lorsque la discussion est poussée dans le domaine économique, les autochtones de Biringi ne présentent que des effets négatifs dans différents domaines : il-y-a une hausse de prix et un manque de produits alimentaires. Aussi ils soulignent leurs frustrations concernant: 1- l'aide humanitaire qui serait exclusivement pour les réfugiés, 2- la disponibilisation inéquitable des champs aux réfugiés (agréé dans l'accord HCR avec leurs chefs coutumiers), et 3-le déboisement causé par la coupe de bois non-payée. Seul l'effet de la présence des réfugiés sur le petit commerce est favorablement évalué. Avec une pression additionnelle ils ont ajouté l'impact bénéfique des constructions de l'aide humanitaire (les puits d'eau, l'école et le centre de santé).

Dans le domaine social les réfugiés de Biringi regrettent la rupture de leurs familles, mais ils se réjouissent des bonnes relations avec la communauté locale et avec les membres de l'église locale. Ils sont heureux des nouvelles relations, du travail ensemble dans les champs et dans le commerce et à l'école. Néanmoins, la langue est une grande barrière, car les réfugiés à Biringi ne parlent souvent ni le français, ni la langue locale. Ils trouvent la création de mutuelle pour les jeunes de réfugiés et des autochtones positive. Cependant, les soucis économiques sont sérieux : « on a expérimenté la perte de toutes les ressources au Soudan du Sud, le travail inclus, sans remplacement au Congo, et on a dû arrêter les études scolaires » disent-ils. Les réfugiés s'inquiètent de ce qu'ils ne puissent plus répondre aux besoins familiaux. Aussi à Biringi les seuls espoirs d'avoir un revenu sont l'agriculture, le petit commerce et l'élevage, et les travaux journaliers. En comparaison avec les réfugiés à la zone frontalière, l'agriculture et surtout l'élevage sont beaucoup moins cruciales pour la survie. Pour les réfugiés de Biringi le commerce est relativement important comme moyen de survie.

Les autorités voient la contribution des réfugiés à la production agricole locale, et l'effet positif de la circulation de l'argent par la distribution mensuelle de cash et par le petit commerce des braises et des manufactures par les réfugiés. Ils ont confirmé la hausse des prix dans le marché. Ils ont ajouté qu'ils n'ont pas la contrainte de l'espace de terre limitée. A Biringi il n'y-a pas des limitations de cultivation pour les réfugiés comme à la Chefferie Kakwa. Toutes les cultures sont permises.

CONCLUSION

Les problèmes alimentaires dans la chefferie Kakwa semblent sérieux, surtout dans les familles d'hôte et leurs réfugiés. Le manque de nourriture influence aussi fortement les autochtones, au tant que les problèmes fonciers. Même s'ils n'insistent pas sur ces sujets comme les familles d'hôtes et les réfugiés, la population autochtone confirme cette image de la problématique dans la chefferie de Kakwa.

La frustration de la population autochtone à Biringi est beaucoup plus sensible par rapport aux autochtones de la Chefferie Kakwa et par rapport à leur voisins réfugiés. Elle semble se sentir oubliée, et même devenue victime d'une discrimination par rapport aux réfugiés, par les agences humanitaires et par ces propres chefs coutumiers. Les réfugiés à Biringi souffrent de la coupure de relations avec leurs familles au Soudan, et parfois la perte des membres de la famille. Mais autrement ils présentent une image positive des relations et impacts communautaires. Ils semblent plus positifs que leurs voisins autochtones. Ils sont aussi plus positifs que dans des interviews individuelles et plus informelles. Peut-être dans les petit focus groupe nous devons tenir compte que les réponses tendent à se conformer aux normes de la désirabilité sociale.

Contre nos attentes, on n'a pas pu remarquer d'importantes différences liées au genre. On peut voir que les jeunes hommes ont tendance à souligner l'importance du commerce. Les adultes sont plutôt préoccupés avec la suffisance des moyens de survie. Mais il n'y a pas de différence sensible entre hommes et femmes dans ce domaine.

6 L'impact socio-économique

INCIDENTS SÉCURITAIRES ET CRIMES

La zone frontalière de Kakwa souffre des différentes menaces venant de la zone sud-soudanaise. En avril 2018, quelques mois avant l'arrivée des réfugiés au Nord d'Aru, la zone frontalière d'Okaba avait été envahie par le chef de Morobu Sud Soudan qui a hissé le drapeau du Sud Soudan sur le sol congo-lais. Les habitants locaux qui avaient fui ont regagné la zone par la suite, car le même jour le poste a été repris par l'AT d'Aru.

◀ Carte : Lieux principaux des réfugiés sud-soudanais au Nord Aru (RDC) et leur situation sécuritaire⁵⁶

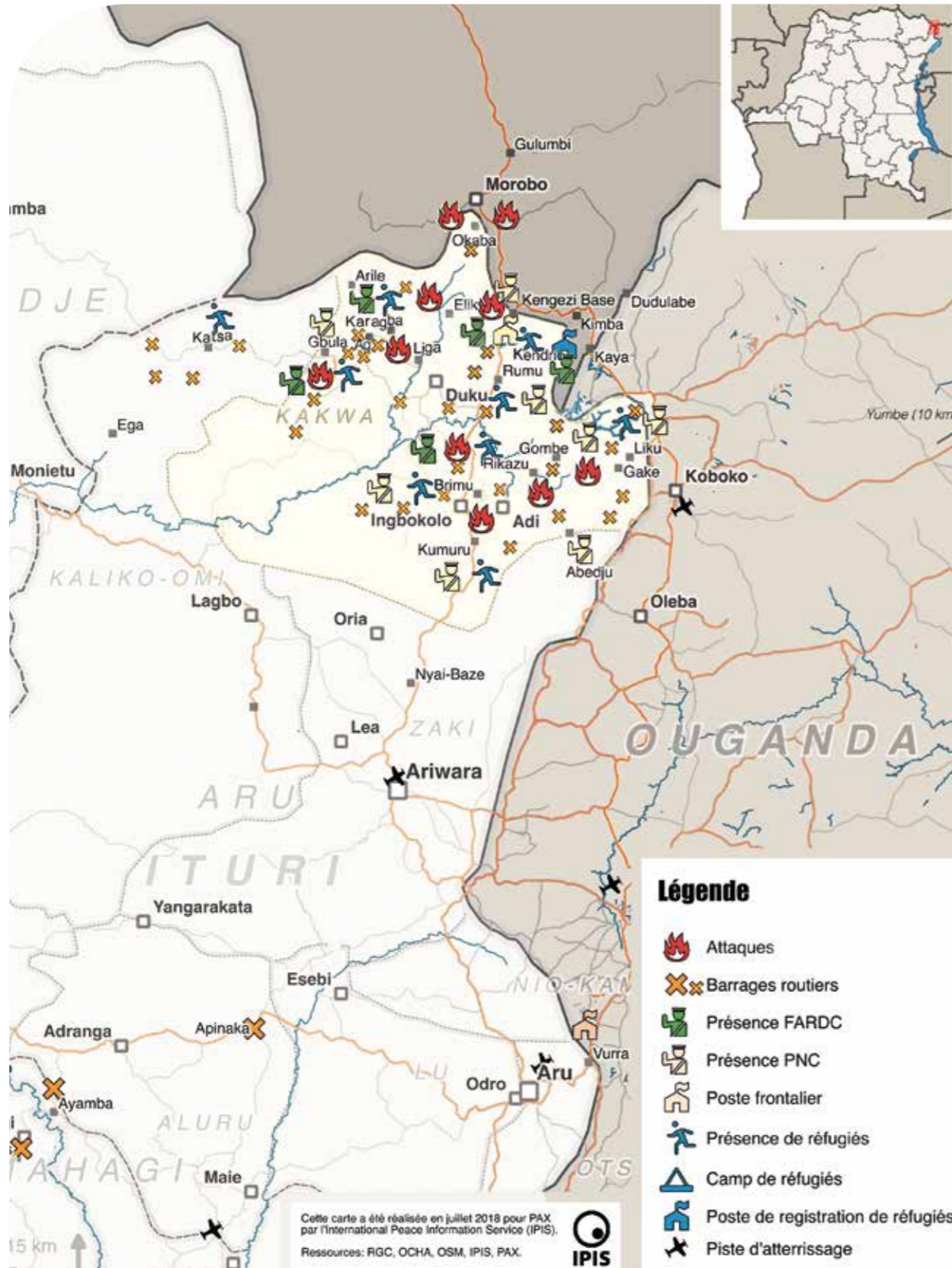
Kengezi-Base a connu un événement pareil au mois de septembre 2017, qui s'était déjà produit en 2008⁵⁷ et en 2015. Les postes de frontière, pris et subitement rendus, semblent de faire partie d'un jeu politique sans des grandes conséquences sécuritaires. Pourtant la population et les autorités lo-cales se sentent menacées par ces invasions régulières, qui se sont déjà produites deux fois en 2018.

La grande vague des réfugiés arrivée en juillet et aout de 2016 du Sud Soudan a intensifié le sentiment d'insécurité au niveau des habitants locaux. Les premières nouvelles de la présence des rebelles parmi des réfugiés ont suivi rapidement et ont été confirmées: fin de 2016 le Monusco a annoncé la présence de 755 rebelles⁵⁸ et la FARDC a rapatrié un groupe de plus de quarante soldats et policiers sud-soudanais au mois de décembre de l'année 2016⁵⁹. En même temps, en octobre 2016 il-y-a eu des attaques de la SPLA à la recherche de rebelles de SPLA-IO dans la zone de Dungu⁶⁰ en plus l'incident transfrontalier déjà cité à Kengezi Base.

L'année dernière la radio a cité un rapport de la société civile d'Aru prêt de la frontière de Morobu au Soudan du Sud, qui ont signalé un groupe de milles hommes inconnus - habillés en tenue militaire non-reconnaisable.⁶¹ Récemment on a reçu des rapports qui soulignent également la présence d'hommes inconnus en uniformes⁶² du côté du Congo. Il semblerait que ces hommes soient des rebelles sud-soudanais auxquels quelques officiers des FARDC auraient effectué des ventes d'armes en aout 2017.⁶³

En outre il est bien connu qu'à Kengezi Base il y a un commandant de la SPLA-IO, nommé Steven Likambo⁶⁴, avec un groupe armé d'une vingtaine de personnes. Ils utilisent ces quartiers du côté congolais pour exécuter des incursions au Sud Soudan. En plus il existe des rapports des autorités de territoire d'Aru, qui disent qu'un des leaders du comité des réfugiés d'Ingbokolo⁶⁵ est soupçonné d'être un ancien rebelle sud-soudanais (SPLA-IO).

Tout au long de l'année 2017 et encore de nos jours, des groupes armés sud-soudanais ont continué les incursions fréquentes au RD Congo. Ces incursions sont faites, tant par les la SPLA que la SPLA-IO, mais dans la majorité des cas, la SPLA est l'attaquant. Selon des rapports officiels des autorités, en mi-septembre 2016 et de la fin du mai 2018 à Kakwa, on a constaté huit incidents transfrontalières substantiels. Le nombre de huit semble être un chiffre sous-estimé, car les rapports humanitaires et la radio Okapi



56 IPIS. La carte sert le but d'avoir un aperçu de la situation en zone de Kakwa. On n'a pas pu retrouver tous les endroits cités par les informateurs dans les cartes sources. Les positions géographiques peuvent s'écarter de leurs positions réelles. Les symboles 'd'attaques' sur la carte montrent les endroits où des attaques (ou une présence alarmante) de l'SPLA ou des rebelles sud soudanais (SPLA-IO et autres) ont été rapporté depuis Septembre 2016. Les barrières de route (le montant varie entre le 500FC pour les Piétons jusqu'au 5000FC dans les plus grandes villes pour les plus grands véhicules, dans des autres endroits le plus haut montant est souvent 2000CF. Voir Annex 4 Info d'Intersos.

57 Reliefweb/MONUC, 06.02.08 "Aru: Congolese flag flies again in Kengezi base" Radio Okapi 30.08.2015, « Ituri: deux villages d'Aru enva-his par des sud-soudanais »

58 Humanitarian Situation Report Unicef, 24.11.16 "Resurgence of armed groups"

59 Unicef nov - dec 2016, DRC Situation Overview & Humanitarian Needs Report

60 Ibidem

61 Radio Okapi, 26.07.2017 « Ituri : la société civile d'Aru s'inquiète de la présence des hommes armés à Morobu »

62 Focus Groupe de restitution 5.6.2018

63 Radio Okapi, 06.08.2017 « Ituri : Officiers militaires impliqués dans la vente des munitions aux rebelles sud-soudanais : « Certains officiers FARDC seraient impliqués dans la vente des munitions de guerres aux rebelles du Soudan du sud, dont la présence est signalée aux fron-tières entre le territoire d'Aru en RDC, et la localité de Morobu au Soudan du Sud. [...]

Le gouvernement provincial [...] rapporte que ces hommes armés porteraient de tenues militaires particulières qui ne ressemblent ni à la tenue des FARDC, moins encore à celle de l'armée ougandaise ou du Soudan du sud. Et ces hommes armés traversent souvent la frontière congolaise pour s'approvisionner en vivres auprès des populations dans la collectivité de Kakwa, et en munition auprès de certains officiers des FARDC dans la région. »

64 Source : Interview avec PNC d'Aru fin Février confirmé par focus groupe de restitution à Aru en 5.6.2018

65 Le source de cette information et le nom de cet individu est connu aux chercheurs

présentent en effet encore des incidents non-registrés par l'administration d'Aru. OCHA a rapporté régulièrement sur des tensions à Aru, pas seulement sur la situation des réfugiés, mais aussi par rapport aux incursions des militaires et rebelles. En Septembre 2017, OCHA a conclu que « les semaines antérieures étaient marquées par les incursions et retranchements des militaires ou rebelles sud-soudanais ». Le 11 décembre 2017 on rapporte que « un groupe d'éléments de l'Armée régulière du Sud Soudan auraient traversé la frontière congolaise au village Okaba en chefferie de Kakwa. Selon la Société civile locale, ces hommes armés auraient pillé treize vaches, des chèvres et des poules avant de regagner leur pays dans le district de Morobu sans inquiétude. »⁶⁶ Les attaques semblent servir la survie de ces groupes armés. Un exemple typique est la SPLA, qui attaque des éleveurs (d'habitude des Sud-Soudanais) pour emporter quelques dizaines de têtes de bétail d'Aru au Soudan du Sud.⁶⁷ Encore un autre cas a été une incursion commise vers la fin du mois de Mai 2018 par une douzaine de rebelles SPLA-IO -en provenance de Upanzi au Soudan du Sud- qui a attaqué le marché de Karagba. Le commentaire additionnel du journaliste de Radio Okapi : « En plein jour, et sans être inquiété, ce groupe avait fait une attaque [...] pour se ravitailler en vivre. »⁶⁸ Les incursions semblent devenir plus fréquentes en 2018 (voir Annex 1 'Liste des Incidents Sécuritaires').

Il existe encore des autres problèmes sécuritaires dans la zone de Kakwa. Les chefs à la frontière, tant la police que les autorités locales coutumières, reçoivent des menaces téléphoniques. Les appels sont anonymes, mais ils viennent probablement des officiers de la SPLA. Ils sont accusés d'héberger des rebelles et seront punis : « Nous viendrons pour t'achever ».

PRÉSENCE DES FORCES SÉCURITAIRES

La phrase « ils ont gagné leurs pays sans inquiétude » est une phrase clef dans beaucoup des rapports des incursions. La police et les militaires ont une faible présence dans la région Kakwa vu la problématique avec les Sud-Soudanais. Cela pose des problèmes pour la sécurité des habitants de la chefferie Kakwa. Ni la douane, ni la PNC et pas même les FARDC n'ont une présence effective dans la région. Des postes des FARDC⁶⁹ existe à : Azu-Kengezi, Aga, Arile, Liga, Agoroba, Okaba, Kendryo et Brimu. Ce sont tous des lieux où se trouvent des réfugiés. Le HCR rapporte en 2017 que les FARDC ont récemment déployé des effectifs additionnels afin de renforcer la sécurité le long de la frontière, mais l'insécurité a persisté.⁷⁰ Nous ne savons pas les effectifs présents dans les postes militaires. Néanmoins leur couverture de la région semble actuellement 'mince' (voir aussi le tableau en dessous).

La PNC a 10 postes dans la zone Kakwa et en total 36 policiers, tous des hommes. Sauf à Kengezi Base, la Police est presque absente dans la zone frontalière⁷¹. Et à Okaba, zone frontalière, qui est -par rapport à la situation sécuritaire- considérée la plus 'chaude', on a vu quitter le poste de police. Pour occuper un poste, il faut au minimum de six hommes (à Kengezi-Base), mais en moyenne, on a trois ou quatre policiers, et parfois seulement deux. Il semble le DGM a uniquement un seul poste de contrôle à la frontière de la Chefferie Kakwa, c.à.d. à Kengezi-Base.

Les sites avec des nombreux réfugiés (Aga, Arile, Liga, Kendryo) n'ont pas des postes de PNC sauf Liku et Gbula. Le poste d'Okaba est abandonné.

66 Notes d'information d'UNOCHA à Bunia

67 Radio Okapi,16.04.2018 « Ituri : des hommes armés en provenance du Soudan du Sud emportent une cinquantaine des vaches à Aru »

68 Incident enregistré par l'administration d'Aru

69 Ce sont tous les postes des FARDC connu par nous, mais il n'est probablement pas complet.

70 31.7-05.08.2017 www.unhcr.org DRC Emergency Update

71 Chefferie Kakwa a un Commissariat à Kumuru avec 10 SCIATs. Ingbokolo : 4 policiers ; Abedju : 2 policiers ; Gombe : 4 policiers ; Rumu : 3 policiers ; Kengezi-Base : 6 policiers ; Gbula : 2 policiers ; Lundi : 5 policiers ; Oriva : 5 policiers ; Ambimaro : 5 policiers ; Okaba : 0 policiers. Et à Biringi : SCIAT Biringi : 2 policiers. Détachement au site des réfugiés à Biringi : 6 policiers

Tableau : Les localités avec des nombres substantiels de réfugiés et la présence des forces publiques ⁷²

Localités avec réfugiés et postes des FARDC	Gbula, Liga, Aga, Okaba, Arile, Kendriyo, Agoroba, Azu-Kengezi, Brimu (à côté d'Ingbokolo). Biringi.
Localités avec réfugiés et postes PNC	Liku, Rumu (I et II), Ingbokolo. Biringi.
Localités avec réfugiés et sans présence de la PNC ni les FARDC	Nyai-Baze, Nyangwara I et II, Koba, Gaki, Keri-Liku, Urima, Ulendere.
Autres localités avec des postes de PNC	Kumuru, Abedju, Gombe, Lundi, Oriva

Avec la présence des deux : les FARDC et la Police, Biringi semble être relativement mieux protégée que la zone de Kakwa. A Biringi, on peut se réjouir de la présence de deux barrières des militaires : à Ayamba situé à environ 6km au Nord du site de Biringi, sur l'axe de Biringi-Aru et la barrière nommée 'Vis-à-vis' située à environ un kilomètre au sud du site de Biringi, sur l'axe Biringi-Kandoyi. Ces barrières existent aussi dans la zone de Kakwa, mais le nombre et lieux ne sont pas précisément connus par PAX.

Le Monusco a un poste à Aba, une ville positionnée près de la frontière avec Soudan du Sud au territoire de Faradje non loin de la Chefferie de Kakwa. Mais Monusco va quitter Aba et Dungu cette année et ne peut pas jouer un rôle dans les questions sécuritaires de Sud Soudan en Aru et Haut Uélé.

En ce qui concerne la criminalité et la présence des réfugiés à la Chefferie de Kakwa Intersos a documenté systématiquement les violations de loi commis envers les réfugiés qui proviennent de leurs terres au Sud Soudan. Surtout ils ont tenu compte des viols des femmes et des filles et l'extorsion aux barrières de route faite par la SPLA. La faible couverture sécuritaire des localités d'accueil, la porosité des frontières et la proximité des réfugiés de leur pays d'origine les exposent à des exactions ciblées des éléments de la SPLA. Ces éléments sont majoritairement de l'ethnie Dinka, tandis que les réfugiés sont la plupart de l'ethnie Kakwa et Kaliko. Pendant l'année 2017 jusqu'au début de l'année 2018 Intersos a compté 1612 violations faites par la SPLA dans la zone transfrontalière.⁷³

Dans la même période le parquet d'Aru a documenté des crimes commis par les réfugiés et traités par le tribunal.⁷⁴ On a remarqué trois vols, deux viols (1 d'un enfant), une menace, un cas de fumer le chanvre et l'escroquerie. C'est une petite liste qui n'est certainement moins impressionnante, si comparée avec le nombre massif des brutalités expérimentées par les Sud-Soudanais qui traversent la frontière.

PERCEPTIONS DE LA SITUATION SÉCURITAIRE

La majorité des réponses de la population autochtone en ce qui concerne la sécurité dans la région Kakwa est liée à la crainte des menaces, des attaques, et même de la guerre de la SPLA de Sud Soudan. Plusieurs arguments peuvent valider ces craintes : la présence des réfugiés non-identifiables en cachant des rebelles, la circulation des armes et la culture d'utilisation des armes au Sud Soudan. À Aga et Karagba par exemple, il-y-a une rumeur forte et souvent citée qui dit qu'il se trouve une cache des armes énorme au niveau des réfugiés. En témoignent aussi les vols dans les champs de bétail par la SPLA. Quelques-uns craignent une complicité entre les autorités, l'armée congolais et la SPLA du Soudan du Sud en voyant les incursions. Pour prévenir les conflits violents une augmentation du contrôle des mouvements transfrontaliers au Soudan du Sud est souvent faite. On observe l'absence de la police et, en général, l'absence d'autorité à la frontière. Deuxièmement on s'inquiète des conflits fonciers futurs et aussi le problème croissant des divagations des bêtes. Hormis cette problématique complexe les gens citent des problèmes plus généraux tels que la consommation des drogues et les tracasseries et extorsions des FARDC et des autres autorités.

72 Donc, ces postes militaires dans les endroits de réfugiés coïncident exactement avec tous les postes des FARDC précités.

73 Les chiffres d'Intersos ne sont pas publiés mais étaient disponibles au chercheur de PAX

74 Une liste des crimes par des réfugiés était disponible au chercheur de PAX par le Parquet d'Aru

La grande majorité des réfugiés autonomes a confirmé la phrase suivante, fréquemment répétée : « nous vivons dans l'insécurité permanente ». Ils se sentent souvent menacés par, d'abord la police, puis la population locale. À Aga et Arile, les réfugiés observent qu'ils sont plus nombreux que la population autochtone. Les conflits fonciers sont en majorité cités comme une grande inquiétude pour le futur proche. Les réfugiés autonomes ont sérieusement considéré quelques fois dans différents groupes un scénario potentiel de guerre ou conflit violent entre réfugiés et autochtones.

Les familles d'hôte autochtones à Kakwa voient des dangers comparables à ceux cités par les autres autochtones : les dangers des incursions causées par la SPLA ou par les rebelles, le potentiel de conflit entre réfugiés et autochtones, et les mouvements non-contrôlés des étrangers. Ils s'inquiètent de l'absence de la police.

Les réfugiés en familles d'hôte semblent beaucoup plus à l'aise en termes de sécurité propre que leurs compatriotes autonomes. Un tiers dit : « nous n'avons pas des problèmes sécuritaires ». Les plus grandes tensions sont identifiées dans les affaires foncières. Les autres conflits se trouvent plutôt au niveau des familles et du voisinage. Ils se sentent parfois menacés par les autochtones. Comme on a déjà vu, les problèmes au sein des familles d'hôte peuvent devenir vraiment fatigant. Les grandes questions sécuritaires en ce qui concerne les relations avec le Soudan du Sud ne sont pas bien révélées dans les différents focus groupes des réfugiés en familles d'hôte.

Les réfugiés à Biringi ne sentent aucun problème sécuritaire. Ils disent à l'unanimité : « La sécurité est assurée ». Les affaires foncières ne sont pas mentionnées. Apparemment à Biringi ils ne sont pas regardés comme une menace à qualifier comme risque sécuritaire sérieuse.

Les autochtones de Biringi ont pourtant des craintes en ce qui concerne la violence potentielle des réfugiés, qui font parfois des bagarres. Et selon leur opinion, cette violence ne peut pas être contenue par manque d'un cachot à Biringi. Autrement ils semblent se sentir en sécurité.

CONCLUSION

Les soucis de la population autochtone concernant la vie en sécurité à la Chefferie de Kakwa sont assez grands. Les réfugiés n'ont pas la même analyse de la situation. Ils sont plutôt concentrés sur leur survie et priorisent les tensions autour des affaires fonciers et les conflits au sein de leurs propres ménages. Mais les autochtones sont aussi réalistes. Les dangers qu'ils ont identifiés, ont leur pertinence dans les actualités et les expériences à la frontière. Le contraste avec la situation au site de Biringi est au moins remarquable, presque malsain.

7 Conclusions

RÉSUMÉ

Les points communs et les capacités de connexion à la zone de Kakwa créent une cohésion sociale assez forte entre les réfugiés et la population autochtone à la Chefferie Kakwa. Ces points ont été beaucoup soulignés par les autochtones Kakwa et les réfugiés Kakwa qui habitent dans la Chefferie de Kakwa. En plus, l'aide humanitaire joue un rôle positif dans la zone. Dans l'absence de l'aide alimentaire pour des groupes spécifiques, l'aide qui reste à délivrer, constitue des facilités publiques. Elles sont accessibles tant pour les réfugiés que pour la population autochtone et elles sont évaluées positivement.

Les risques sécuritaires sont réels dans la zone de Kakwa. D'abord : la proximité menaçante de guerre au Sud Soudan, l'armée de la SPLA et les rebelles SPLA-IO créent des dangers pour Nord Aru. Ces groupes armés ciblent et menacent les réfugiés et les autorités congolaises. Les forces publiques du côté Kakwa en RDC ont leurs propres défis à l'interne. Dans la zone frontalière le nombre de postes de police est insignifiant, de même que la présence de la douane et des militaires. Par conséquent, le contrôle des mouvements transfrontaliers (par exemple le va et vient des commerçants, des réfugiés et des criminels) est non-systématique. Sur un autre niveau : la conquête temporaire d'un village congolais par la SPLA en 2017 a semblé trop facile à exécuter. La zone peut être qualifiée qu'un 'no man's land'. Et ces 'no man's lands' constituent toujours un risque sécuritaire. Ils deviennent un refuge pour des bandits et des groupes armés. Ils sont à ce titre comparables aux parcs et réserves naturelles (Virunga, Garamba). En RDC on voit souvent des coopérations non-désirables entre des différents groupes armés et criminels, avec les FARDC impliqué. Récemment il-y-a eu des indications qu'une telle collaboration existe à Kakwa (illustré par des rumeurs que les FARDC serait vu en tenue SPLA).⁷⁵ De plus, la menace des incursions se serait augmentée ces derniers mois. C'est un mauvais signe pour la population qui souffrira encore plus de violences et d'extorsions.

La zone de Kakwa pourrait d'une façon ou d'une autre devenir, victime des deux facteurs destructifs : 1) la guerre sud-soudanaise ou 2) la négligence du gouvernement congolais. Ces deux tendances se renforcent mutuellement. Par conséquent, le risque sécuritaire est réel et tangible. On peut comprendre donc la politique du Gouverneur d'Ituri et l'intention de HCR et CNR de créer un site de refuge éloigné de la frontière. Le but est de créer un lieu sécurisé pour les réfugiés (qui sont ciblés par les groupes armés sud-soudanais) et pour la population locale qui habite la zone risquée. Cette politique est justifiée. Néanmoins, les réfugiés sud-soudanais ne préfèrent pas demeurer à une grande distance de la frontière, où ils ont toujours leurs ressources économiques aussi limitées soient-elles. Ils veulent donc rester dans la zone transfrontalière de Kakwa, malgré les dangers. La politique de non-distribution des vivres par le HCR/PAM en zone de Kakwa est créée pour encourager le déménagement des réfugiés à Biringi. L'aide est devenue un instrument stratégique pour mieux développer les conditions de sécurité à Kakwa. Il semblerait que l'effet soit contraire aux attentes. Sans l'aide alimentaire, la recherche de moyens de survie dans les terres sud-soudanaises, devient encore plus essentielle. Les réfugiés peuvent intensifier la fréquence de leurs visites et par conséquent, la vie devient plus périlleuse.

En outre, il-y-a le problème d'augmentation des conflits fonciers qui semble explosif. La crainte de la population locale et des réfugiés est que les conflits soient de plus en plus incontrôlables. La faiblesse de certains chefs coutumiers s'aggrave, puisque leur rôle est rapidement adopté par les militaires prédatrices.

Pendant que des conflits fonciers émergent, une crise alimentaire est en train de se développer à la zone transfrontalière de Kakwa. Les premiers cas de Kwashiorkor sont déjà signalés et aussi FEWSnet montre sa préoccupation. L'utilisation de l'aide alimentaire humanitaire comme instrument stratégique est une des causes de cette crise. Une autre est le surpeuplement de la zone depuis l'arrivée des réfugiés. En plus, la situation n'est pas améliorée par les vols réguliers de bêtes et des biens, effectués par la SPLA et des rebelles.

Comme compromis, certains réfugiés semblent actuellement préférer le déménagement au nouveau site potentiel de Sinzi. La raison : il est plus proche de la frontière que Biringi, donc il serait toujours possible d'aller et venir au Soudan du Sud. Cette solution signifie que les mouvements transfrontaliers des réfugiés seraient limités, mais ils ne seraient pas complètement arrêtés. Il semble une solution partielle.

⁷⁵ Informations d'informateurs PAX au zone de Kakwa appris dans le semaine 11-15 juin 2018

À Biringi les réfugiés et la population locale se trouvent -relativement- en sécurité. Quand bien même, la politique nouvelle de HCR/CNR - de l'autosuffisance des réfugiés et de leur intégration chez la population locale - a ses propres défis. Contrairement à la zone Kakwa, à Biringi la population locale semble frustrée par les inégalités créées par l'aide humanitaire qui n'est que ciblée aux réfugiés. Avec la pléthore des différentes ethnies et langues, il n'existe pas des forces communes et cohésives comparable à celles de Kakwa. En plus, la nouvelle politique humanitaire de HCR/CNR de l'intégration et de l'autosuffisance est une cause de conflit potentiel.

À Biringi les réfugiés ne sont plus installés dans un camp comme auparavant. Lorsque les réfugiés ne reçoivent l'aide que pour eux-mêmes et non pour leurs voisins de proche, c.à.d. la population locale, la manière de distribution de l'aide pourrait devenir une force de division des deux groupes. Si le nombre des réfugiés intégrés dans la communauté locale est augmenté, le risque de conflit entre population locale, les autorités et les réfugiés augmentera également. Il y'a probablement des leçons à tirer pour l'installation du site de Sinzi, si elle est effective.

RISQUES SÉCURITAIRES

En résumé les risques sécuritaires les plus significatifs sont⁷⁶:

1 La création d'un No Man's land dans la Chefferie Kakwa où :

- a - les groupes armés deviennent plus actifs ; et qui :
- b- ne sont pas contrôlés par des structures d'état ou des forces sécuritaires quasi-présentes ; et où :
- c - surtout les réfugiés restent non-protégés des attaques de la SPLA en amenant la population autochtone dans la misère.

2 L'intensification des conflits fonciers par la présence de nombreux réfugiés et la mauvaise gestion des affaires foncières.

3 La détérioration de la situation alimentaire

4 La réduction de soutien de la population locale pour l'acceptation des réfugiés à Biringi

Les focus groupes et les autorités ont donné leurs idées de 'solutions':

Risque 1

La création d'un No Man's Land dans la Chefferie Kakwa

En ce qui concerne l'augmentation activités des groupes armés (a) :

- Pas de solutions données

En ce qui concerne le manque de contrôle (b) :

- Renforcer les effectifs, matériels des éléments FARDC, PNC en Territoire d'Aru spécifiquement dans les zones où vivent les réfugiés ou, au moins augmenter le nombre de postes de contrôle et d'enregistrement des réfugiés à la frontière ;
- Encourager le recensement pour la bonne identification de la population (par localité)
- Encourager les réfugiés et les autochtones à s'approprier la sécurité, dénoncer les cas suspects auprès des autorités locales de sécurité.

En ce qui concerne la sécurité des habitants (c) :

- Éloigner les réfugiés de la zone frontalière et les installer à Biringi ou sur un autre site. Accélérer le processus de réhabilitation des infrastructures du site de Sinzi, et y préparer l'accueil des réfugiés.
- Etre impliqué dans le processus de sensibilisation en faveur de la relocalisation des réfugiés vers le site de Biringi, ou Sinzi

Risque 2

L'intensification des conflits fonciers par la présence de nombreux réfugiés et la mauvaise gestion des affaires foncières

- Organiser le rapprochement entre réfugiés et autochtones
- Respecter les procédures d'accès à la terre selon la loi foncière et coutumière.

Risque 3

La détérioration de la situation alimentaire

En ce qui concerne la crise alimentaire en zone de Kakwa :

- Commencer des distributions des vivres en Chefferie de Kakwa pour les réfugiés et les familles d'hôte dans les sites stratégiquement sélectionnés.

Risque 4

La réduction de soutien de la population locale pour l'acceptation des réfugiés à Biringi

- Initier des activités de rapprochement entre les autochtones et les réfugiés
- Faire une analyse dans le cadre d'une aide humanitaire sensible au conflit qui peut impliquer plus la population locale dans les activités humanitaires (surtout si le nombre des réfugiés va encore augmenter dans un proche avenir)

Autres Risques

L'extorsion par les FARDC

- Supprimer les barrières illégales qui exigent de l'argent aux usagers de la route
- Sanctionner les éléments des FARDC, et de la police qui se compromettent

76 Voir : Annex 2 Méthode de l'Analyse des Risques Sécuritaires

Liste de littérature consultée

Articles, livres, rapports:

- African Arguments, 23.11.2017, "Tensions with refugees are rising and the NGO response might be making it worse"
- Anderson, Mary B, 1999, "Do No Harm How can aid support Peace – Or War", Boulder, Lynne Rienner Publishers
- CISPE, 2017, « Plan d'Action Local de Sécurité, Territoire d'Aru : Résumé exécutif », Ministère Provincial de l'Intérieur, Décentralisation, Ordre Public, Affaires Coutumières, Population et Droits Humains de la Province de l'Ituri
- CIFP, Liane Langevin, Natalie Lamarche, Rebecca Down, Sara Cimetta, 2018 "Democratic Republic of Congo 2018, Conflict Risk Diagnostic"
- Conciliation Resources, novembre 2017, « Tensions sous-jacentes. Réfugiés sud-soudanais et voies à suivre pour la prévention des conflits en République Démocratique du Congo »
- Conciliation Resources, novembre 2017, Notes d'Orientation « Impossible de rester en place : la participation des femmes au régime foncier et à la sécurité dans le nord-est de la République Démocratique du Congo »
- FEWSnet, RDC, Février à Septembre 2018, Perspectives sur la sécurité alimentaire « Légère amélioration de la consommation alimentaire des ménages dans les zones en crise. »
- FEWSnet, RDC, Juin 2018, Perspectives sur la sécurité alimentaire : « Situation de la sécurité alimentaire préoccupante suite aux conflits multiformes et aux aléas climatiques. »
- GIEWS - Global Information and Early Warning System, FAO, 26.02.2018, « Country Briefs, Democratic Republic of the Congo »
- Haecke, van, Seppe, 2015 « De Congolese Tobacco Commodity Frontier in vergelijkend wereldhistorisch perspectief », University of Gent, p. 72
- HRW 07.03.2013: "This Old Man Can Feed Us, You Will Marry Him" Child and Forced Marriage in South Sudan
- Justice Plus et Pax, janvier 2017, « Conflits fonciers en Ituri »
- Merx, Jozef, 2000, UNHCR, Working Paper No. 19 "Refugee identities and relief in an African border-land: a study of northern Uganda and Southern Sudan"
- MONUSCO a transféré tout le groupe aux mains des FARDC. (Communiqué de Presse Monusco, Kinshasa, 10.09.2016)
- PAX, Bakker Jogien et Kambale Kikwaya, Gérard, Juin 2016 : Acteurs de sécurité ou d'insécurité ? Rapport de l'étude de base effectuée en Ituri
- PAX / Pamoja Inawezekana, septembre 2016, Kambale Kikwaya Gérard, Etude sur la friction entre les jeunes et les acteurs de sécurité en Territoire d'Aru, Province de l'Ituri, Cas des groupes des jeunes Sakumuna et Armée Rouge »
- Rau, Hans Gunther, 2011, "Coping with Global Environmental Change, Disasters and Security", Chapter 2: Concepts of Security Threats, Challenges, Vulnerabilities and Risks (47p)
- Wild Wood, Emma, 2012, 'Migration and Christian identity in Congo', In: Brill: 'Refugee identities and relief in an African borderland: a study of northern Uganda and southern Sudan' In: New Issues in Refugee Research Working Paper No. 19,
- Ricardo Wilson-Grau, 2004 "Strategic Risk Management for Development NGOs: The Case of a Grant-maker", Seton Hall Journal of Diplomacy and International Relations. Publié sur l'internet, downloadé 27.6.2018.

Articles aux sites d'information :

- Le Congolais, 03.07.2013, « La Culture Du Tabac Menace L'écosystème De La Collectivité De Kakwa »
- Radio Okapi 30.08.2015, « Ituri : deux villages d'Aru envahis par des Sud-soudanais »
- Radio Okapi, 18.05.2014 : « Ituri : plus de 20 démobilisés regagnent leurs milieux d'origine »
- Radio Okapi, 10.01.2018 « Ituri : l'armée repousse une attaque des miliciens APLC à Aru »
- Radio Okapi 21.10.2016 « Aru : le HCR et le CNR appelés à accélérer la relocalisation des réfugiés sud-soudanais »
- Radio Okapi, 24.09.2016 « Ituri : les autorités décident d'éloigner les réfugiés sud-soudanais de la frontière »
- Radio Okapi, 10.05.2018 « Ituri : des terres arables accordés aux réfugiés sud-soudanais à Biringi » citant CNR (4299 réfugiés à Biringi)
- Radio Okapi, 01.12.2016, Ituri : les réfugiés sud-soudanais de Kakwa s'opposent à leur délocalisation
- Radio Okapi, 24.09.2016 Ituri : les autorités décident d'éloigner les réfugiés sud-soudanais de la frontière.
- Radio TAMAZUJ (Addis Ababa) 22.06.2018 « Machar to fly back into exile in South Africa »
- Radio Okapi, 10.05.2018 « Ituri : des terres arables accordés aux réfugiés sud-soudanais à Biringi »
- Radio Okapi, 24.09.2016 « Ituri : les autorités décident d'éloigner les réfugiés sud-soudanais de la frontière »
- Radio Okapi, 26.07.2017 « Ituri : la société civile d'Aru s'inquiète de la présence des hommes armés à Morobu »
- Radio Okapi, 06.08.2017 « Ituri : Officiers militaires impliqués dans la vente des minutions aux re-belles sud-soudanais »
- Radio Okapi, 16.04.2018 « Ituri : des hommes armés en provenance du Soudan du Sud emportent une cinquantaine des vaches à Aru »

- Reliefweb/MONUC, 06.02.08 « Aru: Congolese flag flies again in Kengezi base »
- Sudan tribune 25.04.2013: « Kakwa Community demand fair trial of seven leaders arrested in C. Equatoria »
- Voice of America, Jason Patinkin, 20.12.2017: "Fighting Pushes More South Sudanese Into Congo"
- Wikipedia: « Idi Amin » (downloadé 25.6.18)

Sites web d'ONU

- UNHCR par Mme Lejeune-Kaba, 06.03.2012 'UNHCR concerned at displacement caused by LRA attacks in DR Congo' Press briefing Palais des Nations in Geneva
- UNHCR, 30.09.2016 « RD Congo Factsheet »
- UNHCR, 30.04.2018, « RD Congo Factsheet » 91.351 South Sudanese refugees
- UNHCR 31.7-05.08.2017 www.unhcr.org DRC Emergency Update
- UNHCR DRC South Sudanese Refugees, Monthly Statistics »: 2018 till June; 2017; 2016 from June
- UNHCR, 02.11.2016, Conférence de presse des Nations Unies (Genève) « Le HCR a commencé à éloigner les réfugiés sud-soudanais de la frontière »
- Unicef, 16.04-20.05.2013 Monthly Situation report, Democratic Republic of the Congo
- Unicef, Humanitarian Situation Report, 24.11.16 "Resurgence of armed groups"
- Unicef, Monthly Situation Report « Situation Overview & Humanitarian Needs Report DRC » No-vember 2016 and December 2016
- UNOCHA à Bunia, 09.05.2018 « Notes d'information humanitaires, RD Congo - Bas-Uele, Haut-Uele, Ituri & Tshopo » No. 1 à 5.
- UNOCHA à Bunia, 2017 « Notes d'information humanitaires, RD Congo - Bas-Uele, Haut-Uele, Ituri & Tshopo » no. 1 à 20
- UNOCHA à Bunia, 17.09.2016 « Notes d'information humanitaires, RD Congo - Bas-Uele, Haut-Uele, Ituri & Tshopo », no. 17, 20

Sites Web consultés:

- www.etnologue.org/kakwa
- www.girlsnotbrides.org/wp-content/uploads/2013/04/Minimum-age-of-marriage-in-Africa-March
- www.fews.net/fr/drc
- www.Kakwa.org
- www.larousse.fr/dictionnaires/francais/risque/69557
- https://reliefweb.int/congo/drc-humanitarian-situation-report
- www.The-Joshua-project
- www.sussex.ac.uk/geography/researchprojects/migration/imposingaid: "Patterns of flight" (After the fall of Idi Amin), writer unknown
- www.unhcr.org/democratic-republic-congo-fact-sheet.html
- https://www.unicef.org/UNICEF_DR_Congo_Humanitarian_Situation_Report
- http://www.wikipedia.en
- https://www.fews.net/southern-africa/drc
- https://www.fao.org/giews/en/

Annexe 1

LA LISTE DES INCIDENTS SÉCURITAIRES EN CHEFFERIE KAKWA DEPUIS MI-2016

(Ce liste n'est pas complète)

N°	Date	Lieu	Incidents	Présumés auteurs	Victime	Source et Observations
1	20.04.2016	Okaba	RDC : le Soudan du Sud implante son drapeau à Aru	Chef District Morobu/ Gouvernement de Sud Soudan	Chef de localité Okaba/ Gouvernement RDC	Radio Okapi
2	20.09.2016	Kengezi Base	Incursion pour violation de la frontière : une tension et panique s'installe au sein de la communauté suivie du dépouillement par force de l'arme par FARDC	Policier sud-soudanais	La population locale et réfugiés sud-soudanais	Rapport Territoire Aru
3	28.10.2016	« Triangle » entre RDC, Soudan du Sud et Ouganda	Rumeurs d'infiltration des hommes armés	Les rebelles sud-soudanais	Les réfugiés sud-soudanais et la population locale	Rapport Territoire Aru
4	29.01.2017	Okaba, environs 12Km Nord de Kengezi Base	Embuscade et pillages des biens	SPLA	Un commerçant	Rapport Territoire Aru
5	Dernier semaine 07. 2017	Rikazu (15 km au nord d'Ingbokolo)	Le centre de Santé de Rikazu était attaqué et pille plusieurs fois pendant une semaine par des hommes armés non-identifiés. La fermeture du centre a laissé plus de 10 villages sans soins médicale, un grand nombre de réfugiés inclus.	Hommes armés non-identifiés	Centre de Santé de Rikazu	UNHCR Emergency Update "South Sudanese Refugee Situation DRC" 31.7–6.6. 2017 Article ajoute : FARDC avait récemment déployé des soldats pour renforcer la sécurité frontalière d'Aru. Cependant, l'insécurité continue.
6	26.07.17	Morobu (SS)	Vu : 1000 hommes inconnus armés	Hommes en tenue militaire inconnu	Traversant la frontière à Bula, Agoroba et Olendere	Radio Okapi
7	11.12.2017	Okaba	Selon la Société civile locale, ces hommes armés auraient pillé treize vaches, des chèvres et des poules avant de regagner leur pays dans le district de Morobu sans s'inquiétude. »	SPLA	Habitants d'Okaba	Société civile locale /UNOCHA Note humanitaire

8	10.01.2018	Brimu, les environs de Ingbokolo	Ituri : l'armée repousse une attaque des miliciens APLC à Aru un poste de militaires attaqué	APLC	Poste FARDC	Radio Okapi
9	24.02.2018	ELIKU (22 Km Nord d'Ingbokolo)	Incursions pour violation de la frontière des hommes armés pour piller les biens et vaches	SPLA	Refugiés sud-soudanais	
10	12.03.2018	Okaba	Incursion pour violation de la frontière : pillage des 28 vaches	SPLA	Refugiés sud-soudanais	Voir aussi Radio Okapi (16/4/18)
11	31.03.2018	Kengezi Base	Incursion pour violation de la frontière : pillage de 3 vaches	SPLA	Réfugiés sud-soudanais	
12	16.04.2018	Certain villages Kakwa	« Au moins cinquante vaches ont été volées par des hommes armés en provenance du Soudan du Sud dans certains villages de la chefferie de Kakwa dans le territoire d'Aru, et emportées au Soudan du Sud, dénoncent les autorités coutumières et la société civile de Kakwa »			Radio Okapi
13	19.05.2018	Agumba	Incursion et pillages de 27 vaches	SPLA	Réfugiés sud-soudanais	L'informateur d'état

Annexe 2

ESTIMATION DES RISQUES SÉCURITAIRES

Ici nous présentons une petite analyse⁷⁷ des risques sécuritaires liés à la présence des réfugiés à Nord Aru. Cette analyse est un ensemble de deux approches. Sur la base de notre étude, on commence avec une liste des communautés et des tensions identifiées, ou autrement dit : les facteurs de connexion et de division dans la situation de la présence des réfugiés dans la Chefferie Kakwa, leurs causes et conséquence.⁷⁸ Deuxièmement nous faisons une combinaison de cette liste avec une identification des risques sécuritaires. Ces risques seront montrés au cours de la recherche et dans l'analyse des résultats comme présentés dans le résumé. On commence avec la zone frontalière de Kakwa.

Une définition d'un risque serait : « Possibilité d'un événement considéré comme un mal ou un dommage ».⁷⁹ Cette définition utilise des termes 'possibilité' et 'considéré comme'. Ils nous montrent, surtout dans le domaine humain, que l'estimation d'un risque n'est pas une chose mathématique : il est formé par une combinaison des faits réels et des perceptions sociales et même individuelles. Néanmoins, il est possible de systématiser ces faits et perceptions. Pour estimer le niveau de sérieux dans l'estimation d'un risque nous pouvons utiliser deux critères : la probabilité et la sévérité attendue⁸⁰. Si un risque est sévère (majeure ou extrême) mais peu probable ou minuscule on peut conclure que le risque est négligeable. Si un risque est probable et la sévérité minime encore il ne nécessiterait pas des mesures importantes. Mais si la sévérité est majeure et la chance que l'impact sur la sécurité est probable, un NGO, l'état ou une autre partie prenante pourrait considérer l'intervention.

Alors que les risques et dangers présentés sont les résultats de cette étude, l'estimation du niveau des risques est celle du chercheur de PAX. Il serait mieux de faire une telle estimation dans un groupe constitué d'experts locaux variés. Sur la base de leurs expertises, expériences et renseignements cette estimation serait améliorée. Sur la base de leur estimation on pourrait conclure si certaines interventions sont appropriées.

Dans ce travail nous partons du principe que les tensions identifiées constituent des risques signifiants pour la situation sécuritaire à Kakwa et Biringi. Dans l'annexe on peut voir la systématisation des dangers et risques identifiés durant cette étude avec une estimation de leur probabilités et sévérité. Cette estimation faite dans un groupe est la première analyse de risque et de tensions faite pour la zone de Kakwa.

Le grand risque est que la Chefferie de Kakwa est transformée dans un « no man's land ». Une telle zone est caractérisée par la non-implication de l'état dans la problématique de la région. Un 'no man's land' en-soi crée des nouveaux risques sécuritaires. Comme zone libre et non-contrôlée elle attire des bandits et des groupes armés, qui risquent de piller et de terroriser les populations locales. Leur présence peut aboutir à la motivation pour la création des groupes armés d'auto-défense. De plus, le no man's land a la capacité de créer des conditions pour les collaborations malsaines entre groupes armés. Une telle zone est un danger pour la population locale et les réfugiés qui ont trouvé une sécurité relative. On peut remarquer des parallèles avec la Chefferie Kakwa.

Le deuxième risque sérieux est la détérioration des conflits fonciers à la Chefferie Kakwa. La crainte que ces conflits s'aggravent existe aussi bien au niveau des autochtones que chez les réfugiés. La mauvaise gestion des affaires foncières est encouragée par le comportement égoïste des militaires. Dans certaines localités ils cherchent des revenus par l'imposition sur les dossiers civils fonciers.

Le troisième grand risque est la pénurie de nourriture. Il est qualifié par le Chef de Chefferie comme une crise. Dans les familles d'hôte cette crise est le plus visible. Ces familles semblent vraiment surchargées. Cette situation pourrait créer des ressentiments envers les réfugiés et les divisions au sein des familles.

77 Il existe une importante littérature théorique dans le domaine d'évaluation des risques et des risques sécuritaires. Ce rapport ne discutera pas cette littérature scientifique. On n'utilise qu'un outil qui peut aider la discussion concernant les risques liés à la présence des réfugiés à la zone Kakwa en RDC

78 Il est clairement inspiré sur les concepts du fameux cadre d'analyse de Do No Harm. Voir : Mary B Anderson, 1999, "How can aid support Peace – Or War"

79 <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/risque/69557>

80 Il est basé sur le travail de Ricardo Wilson-Grau, 2004 "Strategic Risk Management for Development NGOs: The Case of a Grant-maker", Seton Hall Journal of Diplomacy and International Relations. Publié sur l'internet, downloadé 27.6.2018. Un système comparable est utilisé par, par exemple, le FAO et FEWSnet pour l'estimation des risques alimentaires. Pour une discussion conceptuelle intéressante, voir p.ex." Hans Gunther Rau, 2011, "Coping with Global Environmental Change, Disasters and Security", Chapter 2 : Concepts of Security Threats, Challenges, Vulnerabilities and Risks (47p)

Liste des tensions liées à la présence des réfugiés dans la Chefferie Kakwa et un exemple d'une estimation des risques pour la situation sécuritaire à Kakwa

	Tensions	Causes	Conséquences potentielles (risques)	Probabilité des risques - Minuscule - Peu probable - Possible - Probable	Sévérité des risques - Minime - Modérée - Majeure - Extrême
Ensemble des risques A : Les groupes armés deviennent plus actifs dans le No Man's Land de Kakwa					
1	Incursions par l'SPLA dans le but de se venger des rebelles de l'SPLA-IO	Pour se venger l'SPLA cherche -aussi parmi les réfugiés au Congo- les rebelles, qui l'opposent et menacent	a- La peur pour la violence b- Des personnes blessées, même des morts (surtout les réfugiés, mais aussi des autochtones) c- La division entre la population autochtones et réfugiés	a- Probable b- Possible c- Peu probable	a- Modérée b- Majeure c- Majeure
Moyen				Possible	Majeure
2	a. La présence des rebelles entre les réfugiés b. La présence des armes chez les réfugiés c. Les réfugiés d'identités inconnues	a. Pendant la grande fuite de 2016 en RDC des rebelles sont venus avec des réfugiés. l'un d'entre eux est maintenant un chef d'un groupe de réfugiés. Avec le manque de contrôle à la frontière il est facile pour eux de traverser b. Arrivés d'un théâtre de guerre et avec des rebelles dans leurs rangs, certains réfugiés devaient avoir des armes en quantités substantiels c. Le manque de contrôle frontalier et le non-enregistrement des réfugiés a abouti à un grand nombre de réfugiés sans papier d'identité.	a- La peur pour le cas des Tensions 1 et 4 b- La peur pour le cas des Tensions 1 et 4, si les armes sont utilisées c- La création d'une atmosphère de peur et de soupçon envers les réfugiés : on pense ils ont tous des armes et ils sont tous des rebelles	a- Probable b- Probable c- Possible	a- Modérée b- Modérée c- Modérée / Majeure
Moyen				Probable / Possible	Modérée / Majeure
3	Utilisation des localités congolaises comme bases d'opération des Commandants de l'SPLA-IO	Il est bénéfique pour les intérêts de l'SPLA-IO si elle peut utiliser des bases au Congo pour exécuter des opérations au Sud Soudan. Au moins un exemple existe à Kengezi-Base	a- La peur pour le cas des Tensions 1, si cette base est ciblée par l'SPLA b- La possibilité d'extradition des réfugiés si l'RDC attaque cette base	a- Probable b- Peu probable	a- Modérée b- Extrême
Moyen				Possible	Majeure

4	Incursions par l'SPLA et rebelles sud-soudanais pour le but de piller	La recherche de nourriture par les groupes armés (SPLA inclus), surtout les vaches et les biens des réfugiés sud-soudanais en RDC	a- La peur pour la violence b- L'appauvrissement de la population Kakwa, surtout les réfugiés. c- Des personnes blessées, même des morts	a- Probable b- Probable c- Probable	a- Modérée b- Modérée c- Majeure
Moyen				Probable	Modérée / Majeure
5	Menaces téléphoniques des officiers l'SPLA envers les chefs locaux et commandant de police congolais	L'SPLA accusent les autorités congolaises d'héberger les rebelles SPLA-IO et veulent qu'ils soient délivrés dans leurs mains	a- La peur pour les menaces parmi les autorités b- Possibilité d'extradition des rebelles et réfugiés	a- Probable b- Peu probable	a- Modérée b- Extrême
Moyen				Possible	Majeure
6	Absence de contrôle des mouvements transfrontaliers et des Sud-Soudanais au sein de RDC	L'RDC n'a pas de capacité (et de volonté ?) de garder les frontières où il est nécessaire. Les agences humanitaires refusent de fournir de l'assistance par manque de la sécurité (pour eux-mêmes, et pour les réfugiés)	a- La création d'un No Man's Land. L'état, qui se retire de la frontière, pose un problème pour la gouvernabilité de tout la zone. b- Attraction des groupes armés par cette zone libre/ no Man's Land, comparable aux Parc de Virunga et Garamba Un c- Absence d'un régime humanitaire comme cadre régulateur minimale	a- Probable b- Possible c- Probable	a- Modérée b- Majeure c- Minime
Moyen				Probable/ Possible	Modérée
7	La conquête des localités congolaises par le gouvernement sud-soudanais	Le but de ces opérations de conquête temporaires par le Soudan du Sud (bien que par l'Ouganda) n'est pas tellement claire, mais ces opérations ont une longue histoire	a-RD Congo cherche à se venger du Sud Soudan avec la violence.	a- Minuscule / Peu probable	a- Majeure
Moyen de total Risque A				Probable / Possible	Majeure / Modéré

Ensemble des risques B :

Les conflits fonciers se sont détériorés sous l'influence de la faiblesse de gouvernement et la présence des réfugiés

10	Conflits fonciers	La région de Kakwa a une grande histoire des conflits fonciers. La gestion de la jouissance foncière depuis l'arrivée des réfugiés détériore cette situation qui devient fragile.	a- La déclenchement des conflits ouverts et violents	a- Possible	a- Majeure / Extrême
11	Mauvaise gestion des conflits fonciers, sous l'influence des militaires	Les FARDC a pris un rôle civil dans les affaires fonciers dans certaines localités Kakwa. Ils font leurs 'services' pour une certaine e contrepartie non-désiré par la population	a- La détérioration de la situation foncière dans certaines zones de la Chefferie Kakwa	a- Probable	a- Modérée

Moyen de total Risque B			Probable / Possible	Majeure
-------------------------	--	--	---------------------	---------

Ensemble des risques C :

Une crise humanitaire et alimentaire créé par l'absence de l'état et l'aide, et la présence des réfugiés

15	Crise alimentaire	La hausse des prix de la nourriture et la pénurie des produits - causées par l'arrivée d'un grand nombre de réfugiés, une mauvaise récolte, et en plus le manque d'assistance humanitaire - créent une situation critique.	a- Appauvrissement des autochtones, même la faim b- Rancune des autochtones envers les réfugiés c- Division dans les familles	a- Probable b- Possible c- Possible	a- Modérée b- Modérée / Majeure c- Modérée / Majeure
Moyen				Possible	Modérée
13	Surcharge des Kakwa congolais en générale	La situation à la zone de Kakwa s'est détériorée depuis l'arrivée des réfugiés (surpeuplement, et crise alimentaire, économique, et foncier)	a- Appauvrissement des autochtones b- Rancune des autochtones envers les réfugiés	a- Probable b- Possible	a- Modérée b- Modérée / Majeure
Moyen				Probable / Possible	Modérée
14	Surcharge des Kakwa des familles d'hôtes	Au sein des familles d'hôte surchargées, les tensions augmentent, elles manquent de la nourriture et souffrent de pénurie de terres. Les maisons sont surpeuplées.	a- Appauvrissement des autochtones, même la faim b- Division dans les familles	a- Probable b- Possible	a- Modérée b- Modérée / Majeure
Moyen				Possible	Modérée
Moyen de total Risque C				Possible	Modérée

Autre risque

5	Tracasseries et abus des FARDC et PNC	Surtout les FARDC cherche des revenus où il voit l'opportunité. Souvent il le voit parmi les réfugiés sans papiers identitaires	a- Appauvrissement des réfugiés et des autochtones b- Rancune et méfiance envers les autorités	a- Probable b- Probable	a- Modérée b- Modérée
---	---------------------------------------	---	---	----------------------------	--------------------------

Au site de Biringi les risques pour la situation sécuritaire sont beaucoup moins nombreux qu'à la zone Kakwa. Mais il-y-a des tensions qui constituent potentiellement des risques pour des conflits entre la population autochtone et des autres parties prenantes.

Liste des tensions liées à la présence des réfugiés au site de Biringi

Estimation des risques pour la situation sécuritaire et les conflits à Biringi

	Tensions	Causes	Conséquences potentielles (risques)	Probabilité des risques - Minuscule - Peu probable - Possible - Probable	Sévérité des risques - Minime - Modérée - Majeure - Extrême
Ensemble des risques A : La distribution de l'aide humanitaire est cause pour la jalousie de la part de la population locale					
1	Tensions entre autochtones et autorités locales concernant la gestion foncière et les ressources naturelles au profit de réfugiés	Le HCR a négocié avec les chefs locaux de disponibilité des terres et des autres privilèges pour les réfugiés	<p>a- Un conflit peut émaner des autochtones qui demandent le paiement des réfugiés pour la paille et le coupe de bois (pour les braises)</p> <p>a- Les autochtones résistent / protestent l'arrivée des nouveaux réfugiés avec violence</p>	<p>a-possible</p> <p>- possible</p>	<p>a- modérée</p> <p>- majeure</p>
2	Tensions entre autochtones et agences humanitaires	Les autochtones n'aiment pas que les réfugiés reçoivent un montant mensuel et de la nourriture gratuitement	Les autochtones demandent une aide humanitaire	a- possible	- minime

Annexe 3

LISTE DES OPPORTUNITÉS SÉCURITAIRES

On peut essayer de 'miroiter' les risques à analyser les opportunités existantes (aussi dite les 'risques positifs' par Wilson Grau) pour la problématique sécuritaire. En termes de Mary Anderson on peut penser aux potentiels de paix, ou aux capacités de connexion, ou points communs. Dans la communauté de Kakwa les capacités de connexion se montrent très forts. Hormi la parenté l'histoire commune de la fuite apparait une force cohésive signifiante.

Liste des opportunités sécuritaires liés à la présence des réfugiés dans la Chefferie Kakwa

	Points communs	Causes	Conséquences potentielles (opportunités)	Probabilité - Minuscule - Peu probable - Possible - Probable	Importance - Minime - Modérée - Majeure - Extrême
1	Liaisons de Parenté	Les Kakwa ont des liens de famille dans les trois pays	1- Des alliances familiales dépendables, la loyauté et la réciprocité entre réfugiés et autochtones	a- Probable	a- Majeure
2	Passé de fuite partagé	Longue histoire de volatilité politique et de violence dans les trois pays où les Kakwa vivent : Ouganda, Sud Soudan et RD Congo. Les Kakwa ont l'habitude de chercher le refuge avec leur peuple dans les autres pays.	1- La bonne connaissance et utilisation des ressources d'aide et des réseaux d'appui par les Kakwa dans les différents pays	a- Probable	a- Majeure
3	Même culture/ethnie	Les Kakwa ont été un peuple qui vit dans une même zone géographique non-divisée jusqu'à l'arrivée de la colonisation. Ils ont des habitudes et une histoire en commun	1- Le sentiment d'être à l'aise 2- Les liens d'amitié	a- Probable b- Probable	a- Modérée b- Modérée
4	Même langue	Les Kakwa est un peuple avec la même langue	a- La bonne compréhension	a Probable	a- Majeure
5	Aide humanitaire partagé	La création des nouvelles facilités publiques (santé, routes, latrines, points d'eaux) par la présence des réfugiés	a- Comme affaire publique cet aide est accessible pour tout le monde	a- Probable	a- Modérée

Annexe 4

LES BARRIÈRES DE ROUTE EN CHEFFERIE KAKWA ET LES ENVIRONS

CARTOGRAPHIE "POINTS DES CONTROLES AVEC EXACTIONS" TERRITOIRE ARU (notamment chefferie Kakwa)						
Chefferie	Groupement	Localité	Axe	Auteurs présumés	Montant à payer	Observations
KAKWA	KUMURU	ADI	INGBOKOLO-ADI	FARDC	1000-5000 shillings	500-1000 à 2000 et 5000 shillings selon qu'on est piéton ou motard, Cycliste
		DRIMU	INGBOKOLO-DRIMU	Idem	Idem	Idem
		RENDU	INGBOKOLO-RENDU	Idem	2000-1000-5000-500 SH	selon qu'on est piéton, motard ou chauffeur
		LUDRANYA	INGBOKOLO-LUDRANYA	Idem	Idem	Idem
	RUMU	RUMU/CENTRE	INGBOKOLO-RUMU-CENTRE	Idem	500-1000-2000-5000SH	Idem
		AZU	RUMU-CENTRE-AZU	Idem	500-1000-5000SH	Idem
		AKOROGBA/SITA	BAZUWE-SITA	Idem	Idem	Idem
		KENZEZI-BASE	RUMU-KENZEZI	Idem	500-1000-2000 shillings	Idem
		UKABA	SITA-UKABA	Idem	Idem	1000 à 2000 shillings selon qu'on est piéton ou motard, Cycliste
		KIMBA	LIKU-KIMBA	Idem	2000-5000SH	Idem
		LIKU	RUMU-LIKU	Idem	1000-3000SH	Idem
		SURIYAKO	RUMU-SURIYAKO	Idem	1000-5000SH	Idem
		GOMBE	ADI-GOMBE	Idem	500-1000-5000SH	Idem
		LOKORA	LIKU-LOKORA	Idem	Idem	Idem
		DUKU	DRIMU-DUKU	Idem	Idem	Idem
		RODO	DUKU-RODO	Idem	Idem	Idem
		AGA	DUKU-AGA	Idem	Idem	Idem
		GBULA	AGA-GBULA	Idem	Idem	Idem

		KARAGBA	GBULA-KARAGBA	Idem	Idem	Idem
		KONGOROKO	AGA-KONGOROKO	Idem	Idem	Idem
		ULENDERE	AGA-ULENDERE	Idem	Idem	Idem
	DRISSO	DRISSO II	ADI-DRISSO II	Idem	Idem	Idem
		MIDHIGO	DRISSOII-MIDHIGO	Idem	Idem	Idem
		ODHUMONI	DRISSOII-ODHUMONI	Idem	Idem	Idem
		GAKI	DRISSO II-GAKI	Idem	Idem	Idem
	INZI	AZINGINI/TUWA	RENDU-AZINGINI	Idem	Idem	Idem
		ROUTE ABA	AZINGINI-ROUTE ABA	Idem	Idem	Idem
		LUNDI/LANGA	AZINGINI-LUNDI	Idem	Idem	Idem
		KERIYO/LUNGUMA	LUDANYA-KERIYO	Idem	Idem	Idem
	ADUMI	ADUMI	INGBOKOLO-ADUMI	Idem	Idem	Idem
KALIKO OMI	KATSHA	KAMERU II	ROUTE ABA-KAMERU II	Idem	Idem	idem
		ORINVA/OGIVA	KAMERU II-ORINVA	Idem	Idem	idem
		KATSHA	GBULA-KATSHA	Idem	Idem	idem
		YINGI	GBULA-INGI	Idem	Idem	idem
		OKABI	GBULA-OKABI	Idem	Idem	idem
NDOO	BIRINGI	NGABO	BIRINGI-KANDYOY			
	KANDYOYI	TAPA	KANDYOY-BERUNDA	FARDC	2000 Shs	Le prix varie selon qu'on est motard, piéton ou motard

ALUR DJUGANDA	AWUPA	AYAMBA	ARU-BIRINGI	FARDC	2000 Shs	
ZAKI	APA	LAMILA	ARIWARA-FRONTIERE PABIRI	PNC ET FARDC		
	NDERI	Q.ARIWARA (RIVIERE EBI)	ARIWARA-OMBAYI	PCR	2000 Shs ou plus	le montant à payer est évalué selon la charge transportée
		OMBAYI	ARIWARA-OMBAYI	DGM, ANR, POLICE DES FRONTIERES		le montant à payer est évalué selon la charge transportée
	ANGIRIA	OMUNDJI	ANGIRIA-KIKYA	PCR, FARDC		500 à 1000 shs
	KIKIYA	ANGARAKENI	KIKIYA-ATSINYA	PCR, FARDC		500 à 1000 shs